



# la démocratie à refaire

Rapports de René Rémond, Georges Vedel,  
Jacques Fauvet, Etienne Borne, et débats

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

UN OUVRAGE INDISPENSABLE

DE CULTURE POLITIQUE

- Assistons-nous à une dépolitisation ou à une mutation des formes de la vie politique ?
- ... La meilleure organisation des pouvoirs démocratiques se réalise-t-elle dans un régime présidentiel ?
- .. Quels sont les moyens d'assurer une liaison organique et vivante entre le peuple et le pouvoir ?
- = Quels peuvent être les fondements philosophiques de la démocratie ?

A ces interrogations essentielles, des hommes politiques de partis différents, des syndicalistes ouvriers et paysans, des journalistes et des universitaires répondent dans un ouvrage qu'il faut lire si l'on veut tenter de prévoir le visage de la France politique de demain :

« LA DEMOCRATIE A REFAIRE »

Prix : 15 Fr.

Pour faire connaître  
**FRANCE-FORUM**

Demandez  
des numéros spécimens  
qui vous seront adressés  
**GRATUITEMENT**

## FRANCE-FORUM

### Comité d'Etudes et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN  
Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU-BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE  
Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

## PHOTOS

Couverture : Bulloz  
Forum : Roger Viollet - Keystone  
Leon Herschfritt  
Agence France-Presse  
Etudes : Keystone - Dalmas  
Littérature : Keystone

# FRANCE

---

# FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne, Borne, Henri Bourbon

68, rue de Rennes - Paris (VI<sup>e</sup>)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél. : LIT. 68-93

Prix de vente au numéro ..... 2 F

Abonnement : 8 numéros par an ..... 15 F

## SOMMAIRE

N° 50. — JUILLET-AOUT 1963 — 2 F

### AU FORUM

*Mort des idéologies ?* PAR ETIENNE BORNE ..... 3

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

*Vers une civilisation de l'automation* PAR GABRIEL WACKERMANN ..... 10

### ETUDE

*La première bataille de la guerre froide : Iran, Turquie, Grèce*  
PAR ANDRE FONTAINE ..... 16

### PROBLEMES

*Intégrer la Nation dans l'Etat* PAR ROBERT BURON ..... 24

### POLEMIQUES ET DIALOGUES

2

### PROPOS DU TEMPS

*Des Chinois et des hommes* PAR ETIENNE BORNE ..... 34

### CHRONIQUES

*Littérature : Evtouchenko ou le cri de la poésie* PAR HENRI MARSAN ..... 27

*Cinéma : Huil et demi - Neuf jours d'une année* PAR HENRI BOURBON ..... 29

### NOTES DE LECTURE.

31

*Le Carnaval des Régents de Julien Cheverny,*  
par Georges Le Brun Kéris ..... 31

*Révolution agricole et problèmes fonciers, du R. P. Viou*  
par R. Duraf ..... 31

*Le développement économique de la Chine économique de Hugues et Luard,*  
par Alain Cedel ..... 32



LE JEU DES PORTRAITS

EN écrivant « *Les Gaullistes* » (titre), « *Rituel et annuaire* » (sous-titre), Pierre Viansson-Ponté s'est certainement fort amusé, a fait la preuve qu'il a bien de l'esprit et a montré qu'il était passablement informé des coulisses, des étiquettes et de quelques secrets d'Etat comme il convient à un journaliste professionnel. Dans ce livre (1) plus sérieux qu'il n'apparaît d'abord, chacun des notables du gaullisme situé à son rang alphabétique et non pas hiérarchique, ce qui fait déjà une drôlerie, bénéficie d'une notice qui prend quatre formes parfaitement déterminées et caractérisées :

— *la fiche d'identité*, précise, grise, neutre, qui tend au bref curriculum vitæ administratif, et qui risque de laisser sur leur faim l'intéressé et le lecteur (exemple : *Joxe, Louis*) ;

— *la tranche d'histoire*, relativement abondante, colorée, animée, composée sur un rythme vif et destinée à mettre en relief une personnalité de choc (exemple : *Soustelle, Jacques*) ;

— *la photographie d'art*, aimablement retouchée par le spécialiste au profit d'un petit nombre de clients exceptionnellement recommandés et recommandables (exemple : *Capitant, René*) ;

— *le-portrait-dans-un-miroir-de-foire* dans lequel la prose endiablée du caricaturiste fait un grand bruit de mousqueterie et qui donne de lestes images plaisamment déformées (exemple : *Mauriac, François*) ; les rapports des deux grands hommes du grand siècle français y sont décrits avec allégresse en termes d'érotique surréaliste qui, une fois n'est pas coutume, choquent ce qu'il est convenu d'appeler le goût.

On conseillera un jeu de société qui permettrait au lecteur de se mieux divertir encore avec ce divertissement de qualité : dans laquelle des espèces susdites classer ce portrait et cet autre ? Pourquoi des traitements divers et rituellement diversifiés ? Que signifie ici cette discrétion qui n'appuie pas sur le trait, et là cette épaisseur de présence ? Il y a aussi quelques absents qui se sont émus de n'avoir point été jugés dignes d'accéder à l'existence gaulliste, et dont les mauvaises langues vont répétant qu'ils ont fait à l'auteur de vives représentations. Le plus illustre de ces exclus a cependant gardé un digne silence : en effet, l'annuaire passe directement de *Frey Roger*, à *Giraudoux, Jean-Pierre*, sans mentionner *Gaulle, Charles de*, Pierre Viansson-Ponté aurait-il voulu insinuer que le général de Gaulle pourrait bien n'être point gaulliste ? Ce serait après tout une classique manière de faire la cour au général qui aurait pu figurer au chapitre de l'étiquette élyséenne. Ou peut-être le trop modeste auteur de cette pochade que le vulgaire croit impertinente s'est-il contenté de confesser les dévôts, de peinturlurer quelques images saint-sulpiciennes du dieu, en érudant le face à face plus redoutable avec une Majesté partout présente et jusqu'au bout invisible.

Il n'est cependant pas de genres mineurs et de ces portraits non-gaullistes des Gaullistes se dégage une philosophie politique assez instructive. L'entreprise si bien réussie de Pierre Viansson-Ponté tourne au fond à la gloire d'un régi-

me qui, laissant à une opposition si délurée, la liberté de s'ébaurir moqueusement aux dépens des importants et des puissants, ne saurait être dit tyrannique et césarien. Quelle admirable justice et comme on souhaiterait qu'elle dure : aux lourdauds le pouvoir où ils sont une si bonne cible ; aux gens d'esprit l'opposition où ils font merveille. Les anges en extase et les démons malicieux, François Mauriac en son *Bloc-Notes*, Pierre Viansson-Ponté en ses *Gaullistes* sont logiquement ou dialectiquement au service du même Très-Haut, comme dans le prologue de Faust. Lorsque dans un royaume les ouvrages politiques doivent pour faire recette traiter du Roi et de la Cour, le monarque et la monarchie sont à l'abri des tempêtes populaires : si les frondeurs ne sont pas dans l'annuaire, la fronde, elle, est dans le rituel.

VERTUS DE L'OUBLI

LES manifestes et les manifestations qui réclament l'amnistie se multiplient de toutes parts et on ne peut qu'applaudir à leurs conclusions qui sont belles et bonnes. Mais les raisons avancées par les uns et par les autres sont douteuses et elles reprennent et prolongent le débat de conscience suscité par cette guerre d'Algérie qui, bien ou mal terminée, appartient désormais au passé ; la page qu'il faudrait tourner, on s'obstine à la relire sur le ton du ressentiment et de la passion ; et c'est demander l'amnistie dans un esprit qui n'est pas celui de l'amnistie ; au surplus chacun exige un privilège pour les siens et entend que l'amnistie soit une manière de réhabiliter et même de glorifier soit des héros de l'honneur, soit des prophètes de la justice et de la liberté, qui continuent à souffrir pour la bonne cause ; si quelques-uns dans un grand élan de générosité toléreraient l'amnistie pour les autres, ils prennent bien garde de noter que dans ce cas elle ne saurait effacer le péché de subversion ou la honte de la trahison. Par la revendication d'amnistie devenue arme politique, on veut obliger le pouvoir à se déjuger. Et on s'étonnera ensuite que, ainsi provoqué, le pouvoir, dont on connaît pourtant les mœurs, s'obstine à ne pas céder.

Il serait certes injurieux et au surplus pharisien de considérer de même manière tous les extrémistes emprisonnés, dont on sait bien que certains méritent estime et respect. Il est clair aussi que les tueurs et les comploteurs impénitents doivent être raisonnablement exclus du bénéfice de l'amnistie. Cela dit, la revendication d'amnistie pour être efficace et en accord avec ce qu'elle demande doit tenir à distance les apologies comme les réquisitoires. L'amnistie est devenue une nécessité politique et morale. D'abord parce qu'il y a une vertu de l'oubli, utile à la santé du corps social. Ensuite parce que des jeunes qui ont cédé à un vertige de colère ne peuvent pas pourrir indéfiniment dans les prisons. Une justice politique n'est jamais la vraie justice. Un Etat s'honorerait s'il en convenait au lieu de tenir rigueur à la revendication d'amnistie pour ce qu'elle a de maladroît ou de trop habile. On a parlé de l'Etat comme d'une personne pour se mettre au goût du jour. Une personne c'est une tête. On le sait. Une personne est aussi un cœur. On voudrait s'en apercevoir davantage.

(1) Editions du Seuil.

*Le texte d'Etienne Borne, qu'on lira ci-dessous, est le résumé d'un exposé présenté à l'un des carrefours du Club « Positions ». L'originalité du club « Positions », créé en 1955 par notre ami Jean Cluzel, est de concerner une région très délimitée, celle du département de l'Allier (Vichy-Moulins-Montluçon).*

*Dix carrefours centraux se tiennent chaque année depuis 1955, ainsi qu'une trentaine de carrefours dans les petites agglomérations ou les chef-lieux de canton de l'Allier.*

*Il s'agit pour les animateurs de « Positions » d'engager démocratiquement leurs concitoyens au service du bien commun départemental et de réveiller l'opinion publique du Bourbonnais par une libre formation et une large information.*

*Le bulletin « Positions » a pour sous-titre : « Etudes et Documents pour l'Action ». « Positions » tire actuellement à 10.000 exemplaires par mois dont 8.200 sont diffusés sur les 321 communes du département.*

*Le carrefour animé par Etienne Borne a été suivi par 130 personnes ; un échange très fructueux s'est instauré notamment entre Etienne Borne et des représentants du socialisme.*

*Ces pages, parce qu'elles ont un style d'interrogation et qu'elles appellent confrontation et recherche, sont naturellement à leur place dans la rubrique « Au Forum ». D'autant plus que le sujet traité pourrait bien être le problème majeur de la conjoncture actuelle. — H. B.*

## MORT des IDÉOLOGIES ?

par Etienne BORNE.

**L**A crise des idéologies politiques, ce thème est devenu aujourd'hui le plus banal et le plus ordinairement reçu des lieux communs. Il est difficile en effet de contester ce qu'il est si aisé de constater. On essaiera seulement d'analyser le fait et de chercher sa signification en s'interrogeant sur l'état actuel de la pensée politique en France. Une telle réflexion n'a rien d'un exercice académique ; il y va de l'avenir de notre vie politique dont il faudra se demander si elle va en se purifiant des mythologies conceptuelles qui jadis la falsifiaient comme beaucoup s'en réjouissent, ou si elle ne risque pas de se trouver privée d'une dimension doctrinale peut-être essentielle comme quelques-uns le déplorent.

### D'UNE GÉNÉRATION A L'AUTRE

Les dernières années de l'entre-deux-guerres et les premières années de l'après-guerre ont été deux moments d'une extraordinaire effervescence idéologique. Qu'on songe au mouvement « Esprit » alors dans sa nouveauté explosive, à l'influence d'un philosophe comme Jacques Maritain, si injustement méconnu aujourd'hui ; des œuvres comme le « Manifeste au service du personnalisme » ou « L'Humanisme intégral » ont beaucoup compté dans la formation intellectuelle et l'orientation politique des hommes de ma génération. Si une gauche d'inspiration chrétienne ne craignait pas de penser révolutionnairement, il y avait aussi une droite doctrinaire et l'influence d'un Charles Maurras se faisait sentir loin au-delà des limites de l'« Action Française ». D'où des débats étonnamment animés, et parce qu'ils se livraient doctrine contre doctrine, nul parmi les antagonistes ne mettaient en cause le postulat à tous commun d'un primat de la pensée sur une action sans elle opportuniste, empirique, aveugle. A la libération, la vive confrontation entre le

marxisme et le christianisme tient la vedette et le Père Daniélou dialogue avec Pierre Hervé ; on redécouvre le jeune Marx, les sources hégéliennes du marxisme ; et le progressisme cherche à faire la synthèse entre un matérialisme historique, considéré comme méthode ou savoir positif, et les exigences sociales de la foi religieuse. C'est aussi le moment où Albert Camus tente — et avec quel éclat — de proposer une politique qui s'ajuste à l'absolu de la morale. Avant et après la guerre, la conviction unanime est que le monde va vers un avenir neuf, et que cet avenir qui offre de si grandes chances à l'action, il convient de le penser avant de le faire. C'est à nous de poser d'abord les principes à la lumière desquels il sera bâti.

Que les temps sont changés ! Ce cheminement de la pensée à l'action qui paraissait seul logique à l'ancienne génération, il est mis en question par la nouvelle génération. Dans un récent débat de « France-Forum », un certain nombre de responsables de mouvements de jeunesse qui discutaient entre eux de l'engagement politique, constataient tous qu'il y avait chez leurs camarades une retombée de la passion des idées ; on ne se bat plus pour ou contre des idéologies, considérées comme des abstractions stériles et inefficaces ; on veut, et c'est un thème obsédant, « faire quelque chose de concret » et on craint que le culte des idées ne soit au fond que divertissement et mystification. Ce manque d'appétit pour les doctrines, apparaît aussi chez les hommes et les femmes engagés dans le syndicalisme, les multiples comités d'organisation et d'expansion, les groupements éducatifs : de ce côté aussi on veut des analyses précises de la situation, des tâches définies et réalisables à court terme, on s'interroge sur le possible beaucoup plus que sur l'idéal. Et, si tous les partis politiques traversent une crise, c'est dans la

mesure où ils reflètent des diversités et des divisions idéologiques, de moins en moins comprises parce qu'elles ne sont plus véritablement senties. Ce qui se perd, c'est donc bien le goût de l'idée.

### CONTRADICTION DES IDEOLOGIES

On n'échappe pas à la pensée ; quand on parle du dépérissement des idéologies, encore faut-il savoir ce qu'on entend par idéologie : ce mot, à la fois trop commode et trop vague, est le rassemblement (cohue et foule plutôt qu'architecture cohérente) de thèmes fort disparates : une certaine philosophie de l'histoire, telle ou telle option sur l'avenir, les rapports entre la société telle qu'elle est et la société telle qu'elle devrait être, une conception générale de l'homme et du monde, le sens des valeurs, liste évidemment non exhaustive.

Maintenons un instant, quitte à le redresser bientôt, ce sens indéterminé et remarquons que les Français ont fait des idéologies une expérience singulièrement éprouvante, en ce sens que la plupart de ceux qui avaient donné leur foi à une idéologie ont été inquiétés, déçus, contredits par l'événement et d'autant plus

fortement ébranlés que leur croyance était forte. Dans une histoire qui s'accélère, ce qui était hier officiellement honneur et vertu devient le lendemain honte et trahison. Les valeurs ne font plus un ciel fixe sur lequel il serait possible de se régler, mais elles paraissent manipulables et ployables en tous sens, d'autant plus que les mêmes grands mots et les mêmes nobles idées peuvent justifier d'abord ceci et puis cela qui en est le contraire.

Soit un exemple entre dix, le plus gros, le plus visible : le moment stalinien du communisme soviétique ne pouvait pas ne pas entraîner une crise de l'idéologie marxiste ; cette doctrine qui devait libérer l'homme de toutes les servitudes qui s'opposent à son épanouissement, a été l'instrument de la plus traditionnelle des tyrannies et a été utilisée pour couvrir complaisamment les pires attentats contre les droits de l'homme. Comment alors ne pas douter ?

Soit encore la situation française actuelle : le succès du gaullisme n'est nullement la victoire d'une idéologie sur une autre ; les hommes qui, à la suite du 13 mai, ont porté le Général au pouvoir inclinaient vers une idéologie nationaliste, poursuivaient la chute d'un régime qui incarnait pour eux une politique d'abandon, et saluaient dans l'avènement d'une République autoritaire la grande chance de l'Algérie Française. On sait que les choses ont tourné en un sens exactement contraire. Tout se passe comme si l'idéologie qui sert à s'emparer du pouvoir était ensuite contredite par l'exercice même du pouvoir. Si bien que l'histoire, fort dialectique, du gaullisme et du communisme apporte une bonne contribution au scepticisme idéologique.

Serrons maintenant les choses d'un peu plus près et essayons de voir si la faillite des idéologies ne proviendrait pas d'une sorte de vice de ces idéologies elles-mêmes, car il est tout de même singulier que, à chaque fois que des partisans tentent d'incarner une idéologie dans une politique, la politique se retourne contre l'idéologie. Un paradoxe aussi constant n'est pas hasard et réclame une explication.

Ainsi le nationalisme fonde la vérité politique sur l'absolu de la nation. Mais dans le monde tel qu'il est devenu, le nationalisme français était aux prises avec des nationalismes ennemis et il était amené à refuser à des peuples en voie de décolonisation l'usage d'un principe et d'une valeur qui étaient pour lui autant d'impératifs catégoriques. Lorsqu'une idéologie qui fait argument de sa propre logique et qui entend modeler rigoureusement l'action ne peut s'universaliser sans contradiction, n'est-elle pas vouée à une faillite éclatante ?

Appartiennent aussi à l'univers des idéologies un certain nombre de complexes politico-religieux, comme l'intégrisme, l'idée démocrate-chrétienne, le progressisme. Ici on se donne d'abord le christianisme ou telle conception du christianisme, et on tentera d'en tirer une certaine sorte de politique qui sera présentée comme s'ajustant exactement à la totalité ou à la pureté de l'exigence chrétienne. Or, si le point de départ est théoriquement le même, les conséquences divergent jusqu'à la plus radicale opposition.

L'intégrisme accentue les aspects pessimistes du christianisme et le côté autoritaire du catholicisme ; il fait système d'une défiance à l'égard de tout ce qu'il y a

Charles MAURRAS :

*Le Nationalisme intégral.*

de libre et de spontané dans l'homme ; il tend à juger que toute structure est bonne dans la mesure où elle est contraignante et discipline les puissances anarchiques de l'individu, que toute hiérarchie est juste dès lors qu'elle appelle des vertus de résignation et de fidélité, bref, que l'ordre politique n'est que l'expression d'un ordre métaphysique immuable contre lequel, au fond, s'insurgent les révolutions, celle de 1789 comme celle de 1917. D'où il suit qu'un extrémisme de droite est la conclusion logique, à moins qu'il n'en soit l'inspiration secrète, d'une idéologie intégriste.

Le progressisme tentera de faire correspondre à l'espérance chrétienne un espoir temporel qui en épouse le mouvement, l'ampleur et l'absolue certitude, il se demandera si cette exaltation des opprimés et des humiliés telle que cherche à la réaliser le communisme ne met pas en accord les valeurs évangéliques et le sens de l'histoire ; il tendra à dépeindre le capitalisme et la mentalité bourgeoise aux sombres couleurs du mystère d'iniquité avec lequel aucune complicité n'est moralement possible, si bien qu'une politique d'extrême gauche serait en dernière analyse la seule compatible avec un christianisme vécu dans toute sa pureté.

Du côté du catholicisme social ou de la démocratie chrétienne, qui vont le plus souvent ensemble, on rencontrera moins d'exclusivisme et pour tout dire d'intolérance à l'égard d'autres manières de comprendre et de pratiquer le christianisme dans l'ordre temporel. Mais on croira cependant avoir trouvé la meilleure façon de faire passer dans les mœurs et dans les lois ce qu'on appelle traditionnellement la doctrine sociale de l'Eglise, on dénombrera toutes les harmonies de plus en plus visibles entre la démocratie et le personnelisme chrétien, on dénoncera dans les idéologies adverses, nationalisme, socialisme marxiste, des principes païens ou matérialistes, qui les font incompatibles avec une vision chrétienne du monde et de l'homme, et toutes ces démarches, même accomplies avec souplesse et ouverture, tendent elles aussi à faire se correspondre une action avec une pensée en posant le primat de cette pensée.

Entreprendre l'examen de ces trois sortes de politiques et se demander si elles sont, toutes ou bien l'une ou l'autre, approximativement, décorativement ou faussement chrétiennes, cette ambition serait ici hors de propos ; il suffira de remarquer que l'existence de ces politiques discordantes et violemment affrontées dans des polémiques souvent agressives ne peut manquer de susciter une inquiétude sur la possibilité même d'une politique d'inspiration chrétienne. Comment le christianisme, qui, surtout sous sa forme catholique, est une si rigoureuse dogmatique, peut-il être aussi divisé contre lui-même lorsqu'il s'agit de trouver une insertion de son esprit dans les réalités sociales et politiques ? Mais ici encore, c'est l'idéologie en tant que telle, c'est-à-dire le propos d'une synthèse entre la pensée et l'action et d'une action suscitée et contrôlée par la pensée qui est mise en question et, assez radicalement.

Enfin, dernier univers idéologique, il n'est de politique communiste que par rapport à une théorie marxiste qui, sous la double forme du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, est une vue totale du monde et de l'homme. Les autorités du com-

#### *L'Humanisme intégral.*

munisme ne cessent d'insister sur l'importance majeure de cette doctrine, puisque disent-elles, lorsque la pensée est gâtée, si peu que ce soit par un commencement d'hérésie, l'action est promise à la stérilité ou aux déviations plus ou moins aberrantes. Or, entre ce qui devrait être, selon la doctrine et ce qui est, la distance est en train de devenir abîme. Il y a un communisme russe et un communisme chinois qui, au nom du même marxisme-léninisme s'accusent réciproquement de révisionnisme et de dogmatisme et qui mènent face à ce qu'ils appellent le capitalisme et l'impérialisme des politiques divergentes. Cette loi du dédoublement d'une même idéologie en politiques rivales s'était déjà manifestée au-dedans du socialisme, lors de la scission historique entre la deuxième et la troisième internationale. Mais le communisme, bien qu'il soit un marxisme dur, n'est pas moins vulnérable à ce partage du même contre le même qui paraît être le destin de toutes les idéologies dès qu'elles tentent ce qu'on pourrait nommer, en termes philosophiques, le passage de l'essence à l'existence.

#### **DEFINITION DE L'IDEOLOGIE**

Des analyses précédentes peut se dégager une définition de l'idéologie, et qui sera plus précise que le repérage approximatif proposé d'abord.

Une philosophie, une doctrine, une religion ne sont pas nécessairement des idéologies et il convient d'appeler idéologie une forme systématique de pensée politique qui affirme l'existence entre la théorie et la pratique d'un rapport étroit de correspondance semblable à la relation que la géométrie analytique établit entre l'équation et la courbe. La vérité posée d'abord tient la réalité sous sa dépendance et permet de la défaire et

de la reconstruire trait après trait. Une idéologie, parce qu'elle entend résoudre et de manière décisive, le problème des rapports entre la pensée et l'action, provoque par sa seule existence la guerre des idéologies, et poursuit la mort des autres idéologies. Sans cette victoire totale, elle ne serait pas suffisamment assurée de sa propre valeur. Aussi y a-t-il en chaque idéologie une machine à réfuter l'idéologie adverse, comme on le voit par exemple dans le marxisme qui prouve avec tant d'assurance dogmatique que toute autre pensée que la sienne propre est condamnée par le sens de l'histoire et qui, au surplus, en affirmant sous le nom de « praxis » l'identité de la pensée et de l'action vérifie dans une admirable pureté l'essence même de l'idéologie.

Si cette définition est exacte, il y a plus profonde que la crise des idéologies, une crise de l'idée même d'idéologie. Car, en vertu de sa nature même, celle-ci ne peut tenir ce qu'elle promet. Une idéologie est systématique et il y a toujours plus de choses sur la terre et dans le ciel que ne peut embrasser, comme le dit à peu près un personnage de Shakespeare, la plus compréhensive des théories. Une action est toujours plus et autre chose que l'idée de l'action. La pensée systématique est victime de l'illusion de totalité, et elle se révèle à l'usage (car la pratique est l'heure de vérité pour la vérité elle-même) partielle et partielle. D'où cette passion décrite précédemment que souffre l'idéologie lorsque, cédant à sa propre fatalité, elle tente de s'inscrire dans l'expérience des hommes, car la voici, à court ou long terme, écartelée, dédoublée, en contradiction avec elle-même. Cette crise est aujourd'hui éclatante, et elle ne se confond pas forcément avec une décadence de la pensée politique. C'est au contraire parce que cette pensée politique est aujourd'hui plus lucide qu'hier qu'elle est davantage capable d'une critique de l'idéologie en tant que telle.

En ce cœur de notre réflexion se montre le vrai problème : ce qui est en question, c'est la valeur d'un cheminement qui paraissait d'abord raisonnable et juste, et qui allait déductivement d'une théorie totale ou totalisante à une pratique ainsi complètement assurée d'elle-même. Mais on ne saurait en conclure que la politique, déliée de l'idéologie, est désormais livrée aux improvisations de l'opportunisme ou de l'aventure. Le déclin des idéologies pourrait ne pas signifier dégradation et retombée de la pensée politique, à condition que l'authentique pensée politique ne soit pas de nature idéologique.

#### UN SUBSTITUT AUX IDEOLOGIES : LES SCIENCES HUMAINES

La preuve que l'action, surtout politique, ne saurait se passer de pensée, c'est que aujourd'hui les hommes les plus engagés sont en passe de substituer aux idéologies défaillantes, dont l'apriorisme systématique est source d'erreur et de malheur, les données expérimentales et concrètes des neuves sciences de l'homme. De même qu'une biologie suffisamment avancée a permis de fonder un art de prévenir et de guérir les maladies, ainsi une psychologie et surtout une sociologie paraissent désormais en mesure de remplacer par un savoir positif des hommes et des sociétés les hypothèses les plus souvent passionnelles et fanatiques dont les idéologies faisaient doctrine. Les intellectuels n'abandonnent

Emmanuel MOUNIER :

#### *Le personnalisme dans sa nouveauté explosive.*

pas la partie, ils se reconvertissent, cessent de se conduire en idéologues et deviennent des experts dont la compétence est nourrie de science. Une telle transformation est à la fois un signe de la crise des idéologies et une tentative de solution de cette même crise. Reste à savoir si cette solution est à la fois nécessaire et suffisante !

En manière à la fois d'exemple et de parenthèse, on évoquera l'inflexion des carrières parallèles et discordantes de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron. Les deux hommes sont contemporains et ont été aux prises avec les mêmes événements et les mêmes problèmes. Sartre s'épuise en efforts vains pour penser en termes existentialistes l'idéologie marxiste et il en vient à désespérer de cette gauche qui est pourtant selon son cœur et dont il a écrit qu'elle était en état de décomposition avancée. Aron, parti d'une sympathie de jeunesse pour le marxisme, est devenu à la fois un sociologue et un écrivain engagé et il fait de ce qu'il appelle le « scepticisme idéologique » la condition à la fois de l'honnêteté scientifique et de l'humanisme politique. Ainsi, dans ses « Leçons sur la société industrielle », il n'oppose pas société américaine et société soviétique idéologiquement, comme des systèmes incompatibles ; il les prend et les comprend comme des espèces d'un même genre et dégage les lois de leur fonctionnement. Tout manichéisme est ainsi congédié et le communisme ainsi relativisé par le seul usage des méthodes scientifiques se trouve désamorcé et dévalorisé avec plus d'efficacité

que par le mode de réfutation idéologique. Et ce n'est peut-être pas un mauvais moyen de pratiquer la fameuse coexistence pacifique.

Une convergence se remarque donc entre l'homme d'action de cette nouvelle génération, sans intérêts idéologiques, soucieux de technicité, et l'homme de pensée, idéologiquement sceptique, qui étudie objectivement les sociétés humaines, et met en lumière les conditions de leur prospérité, de leur progrès dans le sens d'un apaisement de leurs tensions. Les temps que prévoyaient Auguste Comte et qui devaient sonner le glas d'une politique jadis théologique, puis métaphysique et voir l'avènement d'une politique positive, paraissent maintenant être arrivés, à portée du regard et à portée de la main : des clercs sociologues ne sont-ils pas dès maintenant capables, à force de prospective raisonnée, de prévoir l'avenir des sociétés et dès lors, de coordonner et d'orienter l'action des hommes ? Si, et c'est encore un mot d'Auguste Comte, on ne détruit bien que ce que l'on remplace, les idéologies seraient alors complètement détruites puisque les sciences humaines les auraient remplacées.

Une telle substitution a le tort de trop prouver, car elle congédie en même temps que les idéologies autre chose que les idéologies, c'est-à-dire les problèmes de sens et de valeur, qui n'appartiennent pas à l'ordre positif et scientifique et qu'aucune action de l'homme sur l'homme ne saurait éluder ; et si cette substitution était totale, elle aboutirait à une dépolitisation assez radicale de l'existence sociale, dépolitisation qui pourrait n'être que le masque de la pire des politiques ; telle est la dernière inquiétude qu'il nous faut affronter : un scepticisme idéologique qui conduirait au despotisme éclairé de la science ne serait-il pas le triomphe d'une autre sorte d'idéologie qu'il faut maintenant dévoiler et discuter ?

### LES VALEURS QUI DEMEURENT

Dans le monde effroyablement complexe qui est notre monde, l'action n'a de chance que si elle est informée et éclairée par les ressources de la science et de la technique. Chacun aujourd'hui le sent et le sait. Quelqu'un disait qu'à notre époque, ce sont les romans (surtout ceux de l'école dite du nouveau roman) qui secrètent un ennui mortel, alors que rien n'est devenu plus vivant, plus passionnant qu'un chiffre. Boudade qui n'est pas sans quelque vérité partielle. Mais, si les enquêtes chiffrées, les courbes, les statistiques sont aujourd'hui nécessaires à qui veut juger et agir, elles ne permettent nullement de trancher les grandes options, au total morales, qui dominent toute existence humaine, tant personnelle que collective. Aucune science ne répondra à l'ultime question : pourquoi en fin de compte une communauté humaine ? Pour assurer à tous plus de bonheur ou pour donner à chacun une plus lucide conscience de soi et d'autrui, pour accroître les niveaux de vie ou pour hausser, même dangereusement, le niveau de la vie ? Suivant que la valeur et le sens seront ici ou là, la politique prendra une autre figure. Si le but suprême est comme disait Bernanos « l'organisation universelle du confort », alors la politique sera technocratique ; s'il n'y a d'autre finalité ultime que le progrès de la conscience et la libération des hommes, alors la

politique sera démocratique, ce qui est une alternative devant laquelle les sciences humaines sont neutres. Il faut donc que le choix ait une autre source que l'information sociologique.

Passer de la science et de la technique à la technocratie, ce n'est pas aller du principe à la conséquence, c'est restaurer une idéologie sur la poussière des idéologies. De la science et de la technique qui sont des moyens pour la liberté on tire subrepticement une confiscation de la liberté. A quoi bon dira-t-on référendums ou élections alors que de bons sondages d'opinion, conduits selon des méthodes maintenant éprouvées, permettent d'en prévoir le résultat avec une marge d'erreurs pratiquement négligeable ? Une opinion, génératrice de décision, est ainsi traitée comme une chose, objectivement déterminable et mesurable, et une vue scientifique paraît avoir pour conséquence la dépossession du citoyen. Pareillement les moyens audio-visuels, la télévision font que les images du monde, crevant les toits et perçant les murs se donnent rendez-vous dans l'intimité des demeures privées : quelle information précieuse et quasi instantanée sur les événements et les problèmes de la nation et d'une plus large humanité ! De plus, quelle possibilité de communication immédiate entre les hommes au pouvoir ou l'homme qui, en vertu de cette dérive générale vers la personnalisation du pouvoir, se confond si souvent avec l'Etat d'une part et d'autre part les citoyens qui paraissent ainsi introduits de plein-pied à la connaissance des affaires publiques. Mais, ici encore le progrès technique est équivoque : celui qui regarde et écoute, même s'il est intéressé à la manière du spectateur d'une course ou d'un match sportif, participe-t-il véritablement à la vie politique ? Même s'il a ses favoris et s'il fait des paris sur l'issue, il n'est pas pour cela véritablement concerné et

Albert CAMUS :

*Ajuster la politique à l'absolu de la morale.*

Jean-Paul SARTRE :

puisqu'il peut servir au bien comme au mal, il ne peut pas lui-même dire où est le bien et où est le mal. Au-delà de la science et de la technique se trouvent donc des valeurs qui donnent sens à la science et à la technique. Les idéologies peuvent mourir ; l'important est qu'elles n'entraînent pas dans leur ruine les valeurs qui demeurent et qui, elles, apporteront lumière et chaleur à l'action politique. Alors, le dépérissement des idéologies ne signifierait nullement dégradation de la politique et abaissement de la pensée politique.

### L'IDEE DEMOCRATIQUE CONTRE LES IDEOLOGIES

La chance de l'idée démocratique, c'est qu'elle peut survivre à la crise des idéologies parce qu'elle n'est pas véritablement idéologique ; elle ne prétend pas résoudre d'autorité comme les idéologies, y compris l'idéologie scientiste et technocratique, le problème de la pensée et de l'action ; au contraire, elle établit entre pensée et action un rapport jamais résolu de tension, car les valeurs proprement démocratiques, qui requièrent la promotion et l'anoblissement de l'homme, ne peuvent jamais être complètement réalisées dans l'action politique, précisément parce qu'il s'agit de valeurs inspiratrices, qui ont en elles-mêmes quelque chose d'inépuisable ; l'idée démocratique n'impose par elle-même aucune vision dogmatique et totale du monde et elle peut établir un accord entre des hommes que divisent leurs croyances ou leurs incroyances dans la mesure où les uns et les autres ont la conviction que, par et dans l'action politique et sociale, l'homme peut humaniser l'homme. Humanisme ouvert, non pas idéologiquement clos, et qui peut être justifié par des philosophies diverses, capables de dialoguer entre elles. L'idée démocratique doit être pensée, puisqu'elle se réfère à des valeurs qu'il faut lucidement connaître et approfondir toujours davantage, mais elle répugne invinciblement à être pensée sur le mode idéologique et elle ne pourra donc que contredire le système, l'intolérance et le fanatisme.

Si bien que, non seulement l'idée démocratique n'est pas idéologique, mais elle a en elle-même de quoi relativiser d'abord et dissoudre ensuite toutes les idéologies. Une idéologie, parce qu'elle met l'absolu dans la politique aboutit à une surpolitisation, maladie de la politique, dont les régimes totalitaires de droite et de gauche offrent les exemples que l'on sait. Et la ruine des idéologies risque d'aboutir par compensation à une dépolitisation, comme si on ne pouvait se sauver du fanatisme que dans et par le scepticisme. En dehors de la rectitude démocratique, ou bien les hommes croient trop à la politique ou bien ils n'y croient pas assez, comme si on pouvait guérir un mal par un autre mal de sens contraire. Et il faut bien avouer que les Français sont singulièrement vulnérables à l'un et à l'autre mal, tantôt menant le combat politique dans un style de fanatisme idéologique qui transforme les dissensions politiques en autant de guerres de religion, tantôt craignant d'être dupe, rejetant pêle-mêle idéologies et doctrines, se désintéressant de l'action et manifestant sur le ton de l'ironie distinguée ou de la gouaille (qu'on songe à la mentalité poujadiste) son mépris pour tous

#### *L'existentialisme à la recherche d'une politique.*

vraiment engagé ; sans qu'il en ait toujours le sentiment, il s'est retiré d'un jeu devenu représentation et pur spectacle : les images de l'apocalypse pourraient se dérouler sur son petit écran, elles lui sembleraient du coup extérieures et étrangères. Et ce qu'on appelle la démocratie directe n'est pas un dialogue dans le vrai sens du mot puisque l'initiative et l'action sont toutes d'un seul côté et les puissances politiques ou économiques qui disposent des techniques audio-visuelles peuvent se livrer à de trop tentantes manipulations psychologiques de l'opinion. Les savoirs et les pouvoirs nouveaux mis aujourd'hui à la disposition des sociétés donnent donc des chances à une technocratie qui ne proclame la mort des idéologies que pour mieux imposer une autre idéologie qui, elle, ne dit pas son nom, mais traite l'homme en objet et non pas en sujet, prétend régler complètement l'action sur une pensée scientifique déterminée et déterminante, capte sournoisement les libertés paralysées et contraintes, ressuscitant ainsi très littéralement tous les caractères que nous avons dit idéologiques, et vérifient avec une exactitude assez littérale la définition qu'on en donnait plus haut.

Le progrès des sciences et des techniques ne résout donc pas de lui-même et ne supprime pas le problème politique, comme le suggère d'une manière indiscretement pressante une idéologie technocratique, parce qu'il peut, ce progrès, humaniser mais aussi bien déshumaniser l'homme. Telle est son ambiguïté fondamentale :

les hommes politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Cette alternative de la surpolitisation et de la dépolitisation, seule pourrait la conjurer un renouveau de l'idée démocratique, car elle est au fond une fausse alternative.

Contre le fanatisme idéologique et le scepticisme, c'est-à-dire contre le durcissement et le pourrissement de la pensée politique, il n'y a d'autre recours que la foi, sans laquelle les doctrines sont exposées à toutes les corruptions, et l'idée démocratique ne reste elle-même que si elle est l'objet d'une foi concrète et vivante, qui en fait à chaque instant une valeur et un idéal. Et c'est au fond parce qu'elle est animée par une foi que l'idée démocratique ne peut se confondre avec une idéologie. Foi non pas aveugle, mais raisonnée, car il n'y a pas de foi sans raisons de croire, pas de foi aussi qui soit déterminée par ses seules raisons de croire. Le propre de l'homme démocratique, c'est que pour lui la guerre, la victoire totale sur autrui ne peuvent être la vérité définitive de l'histoire, d'où un effort pour substituer le débat au combat, l'esprit de dialogue à la mentalité d'agression, ce qui suppose un acte de foi dans la paix. Nul ne peut dire de science certaine que l'humanité, qui a tant pratiqué la violence, finira par tuer la guerre ; avancer que, sinon, la guerre tuera l'humanité, c'est une raison de croire qui justement appelle la foi parce qu'elle suppose comme disait le philosophe antique, « un beau risque à courir ». Nous rencontrons donc ici

Raymond ARON :

la foi en un sens optimiste de l'histoire, foi qui assure la liaison entre les valeurs démocratiques et l'action démocratique. Foi toujours anxieuse et interrogative, à base de vigilance critique, car les morales de clan, les sociétés closes, les antagonismes passionnels, les pesanteurs naturelles qui sont le mauvais côté de l'homme ne cessent de créer les conditions de la guerre, de sécréter des idéologies et des mythes, bref de conspirer contre l'idée démocratique. Et c'est une dernière et décisive différence entre idéologie et démocratie. Dans une idéologie, le lien de la pensée à l'action est de déduction, application vive et forcenée ou dialectique et rusée, d'un système à une réalité qui doit plier, tandis que la foi démocratique éprouvée par le réel et attentive à l'idéal sera plus idéaliste et plus réaliste que toute idéologie.

Vastes perspectives sans doute et nécessaires, mais qui rejoignent le quotidien et l'immédiat. Cette foi démocratique, il importe de la vivre par des engagements concrets, partout où il s'agit, sous quelque forme que ce soit, de rassembler des hommes différents pour organiser et promouvoir quelque entreprise commune. Là, à ce niveau faussement prosaïque, cette foi se traduira dans deux vertus, l'une est celle que rend indispensable l'usage d'une connaissance scientifique sans travestissement et extrapolation idéologique, et c'est tout simplement le respect des faits, le goût des analyses correctes et honnêtes ; c'est une bonne défense contre l'idéologie ; l'idéologie n'a pas le respect des faits, elle les plie à son système, de façon à avoir toujours raison, même contre l'expérience. La soumission aux faits est un antidote valable contre la prétention des systèmes. Regarder d'abord, ne pas construire a priori, bonnes maximes qui doivent servir à l'éducation de l'homme démocratique. Ce sont les faits, mais tous les faits vus et assumés à la fois, qui posent les vrais problèmes, alors que l'empirisme et le pragmatisme à la mode simplifient les faits et suppriment ou falsifient les problèmes. Au souci de l'information objective, il faut joindre cette autre vertu qu'est le sens d'autrui, surtout si cet autrui est différent de moi, et cette différence est une invitation au dialogue, car il est nécessaire que je reconnaisse autrui pour me connaître et m'approfondir moi-même. Par le respect des faits et le sens d'autrui, on pourra tracer son sillon, même en des temps équivoques et difficiles, et, c'est un aspect positif de la crise des idéologies, reconstituer comme on dit « du tissu démocratique ». Certes, on a raison de ne pas aimer les grands mots ; on a tellement menti idéologiquement sous le couvert des grands mots que cette répugnance est nécessaire et juste. Mais si les grands mots sont trompeurs, il y a de grandes réalités qui ne trompent pas, et l'amitié humaine à bâtir par la convergence des bonnes volontés est une réalité qui, elle, ne ment pas.

Ainsi la mort des idéologies et la vitalité de la foi auront ensemble valeur de doctrine. Doctrine éducative qui interdirait à chacun de penser seulement selon les intérêts et les partialités de sa situation. Doctrine de vérité qui trouverait l'essence de la politique non pas dans une efficacité gestionnaire mais dans le service de l'homme par l'homme. Doctrine d'action qui ne séparerait pas la pensée du combat éternel et toujours actuel pour la Justice et la Liberté.

Etienne BORNE.

# Vers une civilisation de L'AUTOMATION

par Gabriel WACKERMANN.

**L**ES pays en voie de développement vivent le début de leur histoire du travail ; nous autres Occidentaux nous en sommes à la fin. En effet, la première révolution industrielle, celle de la mécanisation croissante, inaugurant aussi une période d'individualisme bourgeois, commence à être supplantée par une nouvelle révolution, plus bouleversante encore, vertigineuse par moment, aux conséquences encore franchement incalculables : l'ère de la machine automatique, évinçant progressivement l'homme du processus direct de la fabrication, grâce à l'électronique, a débuté.

## Civilisation du Travail et civilisation de l'Automation

Toute heureuse d'avoir vaincu les premières difficultés provoquées au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle par la mécanisation — surproduction et chômage dûs à l'insuffisance du pouvoir d'absorption des masses — la technique vient de se lancer dans une autre aventure ; elle a soulagé l'homme dans sa peine physique en mettant à sa disposition des machines ; maintenant elle tend à éliminer purement et simplement l'intervention musculaire du cycle de production, réservant à l'homme trois secteurs d'activité : la surveillance ou le contrôle, l'entretien, la conception des nouveaux procédés. Les domaines traditionnels de la production et de la consommation des biens sont entièrement à reconsidérer dans l'optique de l'automation. Deux types fondamentaux d'activité productrice sont nés : la conception, la fabrication, l'aménagement et le renouvellement des systèmes automatiques, travaux confiés à un personnel d'une très haute technicité ; la mise en œuvre, le fonctionnement et l'utilisation de ces systèmes, secteur du personnel de qualification moyenne et des manœuvres. Cette fois-ci, les transformations n'atteignent pas uniquement l'industrie, mais aussi le commerce, les services et même l'agriculture, à des degrés divers bien sûr.

Le développement de ces procédés nouveaux entraîne un mouvement irréversible et généralisé, motivé par l'âpre concurrence et la lutte pour les marchés qui, de plus en plus, ignorent les frontières politiques et économiques devenues fragiles à une époque où l'interdépendance donne le coup de grâce à l'individualisme issu de la première révolution industrielle.

Les conditions fondamentales ont changé également depuis la révolution mécanique, l'augmentation progressive des niveaux de vie et du pouvoir d'achat des masses, la lenteur de la généralisation du potentiel automatique, réduisent considérablement les possibilités de crise. Insérée dans une économie en expansion, l'automation constitue un élément de dynamisme et de conquête des marchés. Intégrée dans une politique de productivité, elle permet l'accroissement du temps de fonctionnement des machines, la diminution des temps morts, le fonctionnement en continu des machines avec des équipes 3 x 8 sans perte de temps au moment des roulements. L'absentéisme diminue sensiblement, les conditions matérielles du travail s'améliorent. La qualité de la production augmente en même temps que la quantité et les prix de revient se compriment toujours davantage. Cependant un certain nombre d'obstacles économiques ralentissent le mouvement : les prix élevés du matériel automatique, la cherté du crédit et les marchés trop exigus encore, empêchent l'automation intégrale qui, en Europe, est très rare, tant sur le plan de l'entreprise que sur le plan géographique. Heureux bienfait en somme, car les nécessaires adaptations seraient impossibles, notamment dans les activités où l'intervention manuelle reste imposante et dans les secteurs dont les marges bénéficiaires sont faibles. Les quinze ou vingt années à venir offrent ainsi une marge d'adaptation de l'ensemble des activités humaines à la civilisation de l'automation qui vient de naître. Malheur à celui qui n'aura pas su s'adapter à temps, chef d'entreprise ou salarié, Etat ou Continent ! La haute spécialisation des unités de travail, une organisation mé-

thodique et planifiée intégrant l'ensemble des activités et préoccupations humaines s'imposent. Rien ne sert de pleurer le temps passé ; il faut se reconverter en profondeur et savoir procéder ensuite à intervalles de plus en plus courts à des mutations rapides, l'automatisation exigeant des transformations périodiques quasi-vertigineuses. On ne « s'installe » plus dans une activité ; la dynamique de la seconde ère industrielle ne tolère aucun répit dans les laboratoires et les bureaux d'étude où la matière grise domine plus que jamais l'avenir.

### Les bouleversements professionnels

La classification professionnelle traditionnelle est emportée par la nouvelle vague industrielle. Si jusqu'à nos jours il était d'usage d'apprendre un métier pour la vie tout entière, l'ère de l'automatisation se caractérise par des mutations nombreuses sur le plan de l'emploi, par une extraordinaire mobilité et une grande fluidité professionnelles. De plus la main-d'œuvre devient interchangeable, notamment dans les secteurs de la surveillance, du contrôle et surtout de l'entretien. De nombreux transferts aux conséquences multiples sont opérés à l'intérieur et à l'extérieur des établissements avec une ampleur variable : transferts de postes dans l'établissement même, transferts d'un établissement à l'autre d'une seule entreprise, transferts d'un établissement à l'autre dans la même commune, transferts d'un établissement automatisé à des entreprises de sous-traitants. Les déplacements de la main-d'œuvre d'un département de travail à un autre, d'un complexe de machines à un autre, tendent à se généraliser. Le personnel spécialisé entre, lui aussi, dans la ronde, au point que les vieilles habitudes de classement par branches professionnelles (textiles, métallurgie, bois, vêtement, administration...) s'estompent rapidement : tel personnel de bureau occupe aujourd'hui des postes de contrôle et d'appareils enregistreur soit dans l'industrie textile, soit dans l'industrie chimique ; il devient même interchangeable entre le textile et la chimie ; tel personnel destiné au contrôle d'appareils automatiques de type horloger des raffineries de pétrole est formé par l'École Horlogère de Besançon ; tel autre employé de bureau, privé de son emploi par l'introduction d'une machine mécanographique, se retrouve le lendemain auprès de cette dernière en compagnie d'un métallo, et tous deux commencent une nouvelle vie professionnelle, l'employé de bureau regrettant initialement ses anciens collègues, le métallo n'ayant aucune envie de se voir classé « personnel de bureau », parce que son statut d'origine lui donne des avantages matériels plus nombreux. Du jour au lendemain, l'ajusteur qui a appris son métier consciencieusement chez un patron ou à l'école pendant trois années d'exercices progressifs, se voit privé de ses possibilités professionnelles « normales » par l'introduction du tour automatique. Une aventure identique

risque de malmenager des fraiseurs et des aléseurs par la fabrication de fraiseuses et d'aléseuses automatiques. Des enquêtes que nous avons faites dans l'Est de la France et en Allemagne fédérale permettent de préciser que bien souvent à peine 3 ou 4 % du personnel des entreprises traditionnelles sont atteints par ces mutations, mais le mécanisme une fois introduit, il progresse inexorablement.

En attendant la généralisation du phénomène, il faut donc reconsidérer entièrement notre conception de la profession et du métier. Un vaste brassage s'effectue : les opérateurs sur outillage automatique n'ont plus de qualification de métier au sens traditionnel du mot. La suppression de la main-d'œuvre dans l'opération directe de la transformation ou de la préparation, dans la manutention ou le positionnement, concentre le travail sur la surveillance et le contrôle : le personnel de contrôle et de surveillance devient donc de plus en plus nombreux, avec une qualification professionnelle qui très fréquemment est celle de l'O.S. ou de l'O.P., selon les usines ; mais l'O.S. accomplit souvent avec succès sa tâche. Les manœuvres se retrouvent dans le service de l'entretien qui prend une ampleur facile à comprendre, puisque le travail en continu s'accompagne de soins particuliers ; mais une partie de l'entretien, notamment l'entretien préventif, exige un niveau de qualification assez élevé de la part des ouvriers (O.P.) et des techniciens. Dans les bureaux aussi le personnel le moins qualifié, tel que les employés aux écritures, est fortement menacé ; cependant la machine tend à remplacer aussi la qualification traditionnelle des comptables, des dactylographes et des mécanographes. Ainsi le déclassement professionnel risque d'atteindre tous ceux qui ne sont pas capables de se reconverter à temps, c'est-à-dire ceux dont les compétences sont limitées ; pratiquement il s'agit du personnel qui n'a bénéficié que d'une formation professionnelle rudimentaire.

Cela nous conduit à parler de cette nouvelle aristocratie de qualifiés qui forment la colonne vertébrale et le cerveau de la civilisation de l'automatisation. L'automatisation comme le progrès technique en général, entraîne surtout un chômage technologique frappant ceux dont la formation est insuffisante. La civilisation de demain s'élabore dans les laboratoires et les bureaux par des hommes et des femmes hautement qualifiés. La culture et l'intelligence prennent leur revanche sur le privilège de la naissance et celui de la fortune. L'investissement intellectuel est d'un gros rapport pour les générations montantes. Il ne sera plus guère possible de diriger une affaire ou un service sans formation poussée. C'est pourquoi une immense transformation de nos conceptions hiérarchiques scolaires est plus qu'indispensable.

Les temps sont révolus où l'on confiait forcément le bâton de maréchal à un cadre de 50 ou de 55 ans pour couronner une carrière pleine de dévouement et de soumission. Car le fait de grimper les échelons de la

hiérarchie avec tout ce que cela comporte fréquemment d'impersonnalisation et d'émoussement de l'esprit d'initiative, défavorise l'esprit de curiosité, d'adaptation aux techniques nouvelles, de modernisation et de productivité. Tel cadre supérieur « arrivé » à 55 ans ne pense plus qu'à préparer paisiblement sa retraite ou sa promotion dans l'ordre de la légion d'honneur. Esprit typiquement grégaire de la III<sup>e</sup> République, que ni la IV<sup>e</sup> ni la V<sup>e</sup> n'ont réussi à faire disparaître. Tel administrateur public, tel directeur d'usine, tel chef d'établissement scolaire, tel personnel de ministère, coupé de la réalité concrète, « installé » dans une profession, s'ajoutant au nombre, est responsable de la léthargie générale. Le problème se pose de cadres qualifiés jeunes et hautement compétents, dans le secteur privé et dans le secteur public, dans le domaine de l'administration comme dans celui de la production, capables de mettre au service de leur fonction des forces physiques et mentales complètes. Des transformations s'imposent tant sur le plan géographique que sur le plan des établissements. Déjà l'on sent la nécessité de réviser l'ancienne conception de la nomination des cadres en fonction des problèmes angoissants posés par la campagne : n'a-t-on pas, à une époque où cela pouvait se faire assez facilement, réservé des emplois à des fonctionnaires, des éducateurs, des patrons, même des prêtres de moindre envergure dans les campagnes dites « reculées », alors que de nos jours la culture et la civilisation des loisirs exigent des cadres très compétents dans les zones rurales pour en assurer le renouveau ? L'ère de l'automation renforce ces exigences de qualification. Elle va reposer, plus que jamais, la question de l'âge de la retraite, favorisant par une production accrue une réduction de la vie dite active et par là même, la révision de la notion traditionnelle de la « carrière » et de la « hiérarchie ».

### Nécessité d'une révolution scolaire de la formation professionnelle

Nous basant sur des enquêtes précises qu'il nous a été possible de mener en France, en Allemagne Fédérale, en Suisse et au Luxembourg, comparant les structures professionnelles et scolaires de ces pays, leur esprit et leurs résultats, nous sommes ahuris depuis un certain nombre d'années devant le retard pris, notamment en France, par les conceptions en matière de formation professionnelle. Bien sûr, la réforme en cours apporte du nouveau, mais elle s'avère trop lente pour être suffisamment efficace en matière économique, trop « administrative » et trop peu ambitieuse sur le plan financier. La culture générale prend une ampleur croissante, ce qui est une condition de base déterminante. Toutefois l'indispensable polyvalence n'est pas encore suffisamment comprise. Il ne s'agit pas de réduire les possibilités de spécialisation, ce qui serait contraire aux exigences de l'automation car il est déjà difficile de bien connaître un métier. La question est ailleurs. Ce qui

est nécessaire avant tout à une époque de mutations fréquentes, c'est la formation fondamentale du travailleur, qu'il soit de l'industrie, de l'artisanat, du commerce ou des services. D'abord parce que, peu importe la branche choisie — et les quelques exemples donnés précédemment le montrent — des connaissances littéraires, philosophiques, juridiques, scientifiques et techniques très vastes et approfondies, peuvent seules favoriser les reconversions à l'intérieur d'une branche professionnelle et d'une branche professionnelle à une autre. Que l'on devienne ajusteur, tourneur, fraiseur ou aléseur, une qualification scientifique et technique ainsi qu'une qualification « métaux » s'impose pour parer à tout déclassement éventuel de l'avenir. Le qualifié du textile ou de la chimie ou de la métallurgie ou des bureaux risque de se retrouver quelques années après dans une branche toute différente de l'activité humaine. La formule du polytechnicien en somme, appliquée à des niveaux de qualification différente. Réduisons aussi le fossé entre la culture de mandarin et le vernis actuel de nombreux « techniciens » ! La conception même de l'Université, bastion de la haute culture spécialisée mérite d'être revue dans le monde entier. La division commode en Facultés freine la formation et la recherche complètes nécessaires à notre époque. On est philosophe en chapelle, historien à casquette, géographe ou sociologue soucieux de ne pas empiéter sur le terrain du voisin ; les juristes à leur tour se cloisonnent, et ainsi de suite. Alors que le professeur, le spécialiste, lancé dans l'action à l'école, dans l'administration, dans la production, ont besoin de connaissance et de formation dépassant largement les limites de leurs études spécialisées actuelles. L'économie nécessite une solide formation juridique certes, mais aussi une solide culture historique, géographique, sociologique et technologique. Quel est le professeur sérieux d'histoire-géographie, de lettres, de langues ou de philosophie qui, dans l'enseignement technique surtout, ne s'est pas senti mal à l'aise avec son faible bagage universitaire hautement spécialisé mais trop peu efficace dans un monde qui nécessite plus que le « splendide isolement » d'une époque révolue à tout jamais. Les exigences d'une civilisation où l'interpénétration des connaissances est la base de la réussite dans tous les sens du mot, militent en faveur d'une profonde réforme. Il ne s'agit pas d'un plaquage, d'un vernis de savoir, mais d'une polyvalence de base bien comprise, susceptible de favoriser à la fois la spécialisation de départ et les adaptations ultérieures. L'enseignement dans les sections classiques a également besoin d'une large réforme : philosophie, littérature et langue doivent être davantage pénétrées de considérations scientifiques et techniques, d'autant plus que les « scientifiques » et les « techniciens » élargissent eux aussi leur culture générale littéraire et juridique. Il faut avant tout éviter de freiner les mutations nécessaires un jour dans les milieux littéraires et juridiques. De même que tel boucher du coin ou tel artisan menuisier risque de se retrouver manœuvre à un

## UN COSMOTRON GEANT

*L'homme construit, contrôle, entretient. Il n'intervient plus directement dans le travail de la machine.*

certain moment de l'évolution rapide qui s'amorce, l'intellectuel spécialisé insuffisamment « polyvalent » peut connaître à plus ou moins longue échéance le déclassement professionnel, même dans une administration qui semble encore le protéger par un statut dont nous commençons tous à ressentir la fragilité.

Une politique systématique de formation permanente favorisée par les possibilités de réduction des horaires résultant de la mise en place progressive de l'automatisation, permet de garantir le niveau élevé de qualification, qui aujourd'hui est encore malmené par la conception du métier « appris une fois pour toutes ».

Les cyclages et les recyclages se multiplient, c'est nécessaire ; il faut les généraliser. Mais tant que l'enseignement théorique n'est pas accompagné de stages multiples et débarrassé — puisqu'il faut trouver des heures — d'un fatras de questions « secondaires » qui surchargent encore trop les programmes élaborés, malgré leur apparence contemporaine, au début de ce siècle, la réforme restera incomplète. L'adaptation aux techniques variées et en transformation constante exige, dès le jeune âge, une prise de contact régulière, non pas seulement à l'école, mais dans les entreprises où l'évolution est plus naturelle. Le voyage d'étude, la visite systématique, autant de dimensions nouvelles pour une véritable réforme de l'enseignement. Ainsi seulement, nous offrirons aux jeunes et aux travailleurs en formation, des thèmes de réflexion et de comparaison indispensables à un enseignement moderne. Pour cela une politique de crédits d'investissement intellectuel et professionnel est déterminante, elle mérite la priorité sur tout autre domaine. La civilisation de l'automatisation ne connaîtra plus que deux catégories d'Etats, ceux qui investissent intellectuellement et ceux qui sont arriérés ; les premiers offriront à leurs habitants une formation qui leur permettra de trouver un emploi sur place ou quelque part ailleurs sur la planète ; les autres

alimenteront un prolétariat de type nouveau, des parias intellectuels.

### **Une civilisation de déclassement ou de promotion de l'homme ?**

Les regrets du temps passé peuvent certes soulager quelques consciences, mais la mécanisation accrue conduit inévitablement, d'une façon progressive, à l'automatisation qui, elle, plafonnera au moment où le niveau technique aura atteint son optimum ; alors il ne sera plus possible de descendre, pour l'emploi, au-dessous d'un niveau considéré comme incompressible, limite déjà réalisée dans certaines installations pétrolières et pétrochimiques ou dans quelques usines de matières plastiques ou encore dans des centrales énergétiques.

Les avantages humains de l'automatisation sont nets : réduction de la fatigue physique par l'élimination de l'énergie musculaire, meilleures conditions de travail, sécurité accrue, réduction de l'absentéisme, permutation du personnel de base, moins d'arrêts dûs aux pannes ; compression des prix de revient des produits fabriqués ce qui augmente le volume des commandes et donne davantage d'espoirs de travail ; rendement supérieur, puisque les équipes alternent sans arrêter la production, ce qui améliore souvent le montant des primes.

Les salaires sont moins liés à l'effort individuel et l'esprit d'équipe prend un sens nouveau. C'est l'ère de la promotion du qualifié et des responsabilités collectives.

Cependant, alors que la fatigue musculaire diminue, la fatigue nerveuse s'aggrave souvent. Les changements trop rapides et trop fréquents de l'horaire des équipes de travail portent également préjudice à la santé des salariés ; l'acquisition d'une certaine habitude physique et mentale nécessite des ménagements dans les rota-

tions que de nombreuses entreprises n'ont pas encore compris. Les horaires brisés provoquent l'irrégularité des repas, du repos et de la vie privée, ce qui est fréquemment à l'origine d'un certain malaise professionnel. Mais c'est surtout l'alternance « équipe de nuit-équipe de jour » qui s'avère néfaste à la santé du personnel. L'automatisation ne fait que renforcer une situation déjà assez courante dans l'activité traditionnelle.

Sur le plan des rémunérations, les modifications intervenues sont souvent insuffisantes ; parfois même la nouvelle activité n'offre aucun avantage financier. Dans la plupart des entreprises que nous avons eu l'occasion d'étudier, une certaine proportion de la main-d'œuvre qualifiée, au sens ancien du mot, a subi un déclassement professionnel et financier malgré le remplacement des primes au rendement par les primes à la production. Les licenciements individuels sont heureusement réduits par la lenteur de la progression de l'automatisation ; ainsi le reclassement dans la région même est plus facile ; toutefois, bon nombre de ces reclassés sont déclassés professionnellement. Parmi les salariés alsaciens qui travaillent aujourd'hui comme manœuvres en Allemagne, nous avons rencontré des éléments victimes de cette disqualification ; ils profitent des hauts salaires versés en Allemagne pour ne pas perdre financièrement et ils acceptent ainsi un emploi de manœuvre **Outre-Rhin**.

Bien souvent aussi la proportion de jeunes est plus grande dans les nouveaux secteurs. Mais ce n'est pas un cas général : ailleurs on assiste au choix d'un pourcentage plus important de travailleurs âgés de plus de 40 ans pour la production automatique : l'expérience et les moindres exigences physiques du « travail » automatique expliquent cette discrimination et fréquemment aussi le volontariat des intéressés eux-mêmes.

Cependant cette mobilité de la main-d'œuvre ne s'accompagne pas toujours d'une politique souple de l'habitat et des conditions de transport. Notre époque est une période de transition où les mécanismes ont beaucoup de difficultés à s'adapter : l'homme et la famille en font les frais. Mais, nous le répétons, ce sont là des phénomènes communs à la première et à la deuxième phase industrielle.

L'automatisation crée également une distorsion trop grande entre les deux nouveaux groupes de travailleurs : les non-qualifiés (manœuvres et spécialisés) d'un côté, les qualifiés de l'autre. Les non-qualifiés sont des exécutants dont l'initiative et la responsabilité se réduisent sensiblement ; ils finissent fréquemment par s'installer dans cette automatisation de l'individu, par s'y plaire et par abdiquer, même pendant leur temps libre, leur véritable dignité humaine, celle de l'effort permanent du dépassement de soi ; le frigo, la machine à laver, l'automobile, le transistor et la télévision — et ce sont là des résultats d'enquêtes que nous avons menées dans plusieurs régions d'Europe — renforcent cette tendance à l'impersonnalisation. Les qualifiés, notamment les hautement qualifiés, connais-

sent par contre une véritable promotion : sur le plan de la profession, sur le plan du sens des responsabilités et de la recherche ainsi que sur le plan des rémunérations. Techniciens, chefs d'équipe, opérateurs et ingénieurs, se rapprochent. Le fossé entre ces derniers et les non-qualifiés tend à s'accroître : d'une part, la satisfaction enregistrée dans « l'emploi de responsabilité » ; d'autre part, la mécanisation humaine et le désintéressement favorisés par la non-qualification. Ce n'est plus tellement le « travail en miettes » que l'incompétence et l'interchangeabilité qui semblent caractériser cette situation.

Il nous faut prendre conscience de ces bouleversements pour essayer de rendre, dans cette aventure prométhéenne, sa dignité et sa finalité à l'homme. On parle, bien sûr, de la réduction des heures de travail, des week-ends généralisés d'au moins deux jours, de l'augmentation du nombre de jours de congés payés, de l'amélioration des niveaux de vie, des relations humaines et de l'abaissement de l'âge de la retraite. Toutefois quand la nature de l'emploi même contribue à déshumaniser, comment remédier à cette déshumanisation pendant le temps libre ? Faire comprendre à ces hommes que la vie n'est pas uniquement une corvée, un devoir, mais un don ; que le geste gratuit à n'importe quel échelon revalorise chaque fonction, que le goût de la culture et des responsabilités rend au travailleur ce que son travail lui enlève souvent.

Le besoin se fait jour d'une information technique et générale à l'intérieur de l'entreprise même. Formation et éducation permanentes doivent s'inscrire parallèlement dans la politique d'allègement du travail, au même titre que les loisirs de détente et de distraction pures. Plus l'automatisation s'installe, plus il faut promouvoir l'information dans l'entreprise, les stages et sessions techniques, la montée professionnelle, les périodes de formation culturelle, sociale et familiale. Cette optique n'est pas uniquement freinée par l'inconscience de bon nombre de travailleurs, mais aussi par des employeurs dont le seul souci, mal compris il est vrai, consiste à « favoriser » la spécialisation le plus tôt possible, supprimant ainsi souvent tout espoir de reconversion et de reclassement ultérieurs.

A l'heure actuelle le problème n'est pas de savoir si, oui ou non, l'automatisation est un élément de progrès humain. Cette nouvelle ère technique n'est pas plus mauvaise que la précédente, mais il faut savoir l'adapter aux exigences de la dignité et de la finalité humaines.

### **Nécessité d'une option politique de l'automatisation**

« Bientôt je supprimerai encore ce poste de travail, cela me fera une économie de trois personnes, puisque nous travaillons par équipes de 3 x 8. J'en avertirai ma direction générale lors de la prochaine réunion des

chefs de groupe. » Voilà les propos tenus par les responsables de l'automatisme.

En effet, le technicien est roi à notre époque. C'est lui qui prend les décisions qui entraînent les conséquences sociales et humaines les plus terribles. Et cependant ce technicien est légalement irresponsable puisque dans son bureau d'étude on ne lui demande pas de s'occuper d'autre chose que de l'aspect technique de la modernisation. Plus les données seront complexes, plus on fera confiance au grand spécialiste de la technique et moins l'homme de l'automatisme sera armé contre les décisions des technocrates. Les nombreux ouvrages russes sur l'automatisme, qu'il est possible de se procurer aux Editions de Moscou, dénotent la même toute-puissance du technocrate pénétré de l'idée de productivité et la même impuissance de l'homme devant l'envahissante silhouette du technicien.

Il importe donc, dans une civilisation qui, sur le plan du travail, tend de plus en plus à être communautaire, y compris dans la rémunération, qu'un pouvoir supérieur conscient des véritables intérêts et de l'indispensable équilibre de l'homme et de la famille, prenne ses responsabilités, tranche le nœud gordien provoqué par les spécialistes, empêche les technocrates de déshumaniser la société, tout en préservant l'indispensable exigence du progrès technique. Ce pouvoir, c'est celui de la démocratie sans laquelle tôt ou tard l'automatisme nous entraînera vers une impitoyable technocratie d'administrateurs tout-puissants, renforçant l'irresponsabilité des services, allant jusqu'à donner des possibilités de décision aux sombres bureaux ministériels dont les principaux mobiles d'action sont souvent la promotion hiérarchique, les distinctions et la commodité.

Le choix politique s'impose donc au nom de la liberté et du droit de contrôle démocratique : option politique du plein emploi, de l'expansion économique, d'une planification souple ; droit à la reconversion professionnelle avec toutes les garanties familiales et individuelles ; politique et contrôle du salaire garanti pendant la période de reconversion ; harmonisation et coordination nationales, en liaison avec les syndicats professionnels, sociaux et culturels ; investissements culturels et sociaux au même titre que les investissements techniques.

Le problème des choix politiques doit dépasser les

limites nationales et répondre aux nouveaux besoins internationaux. Les pays développés ont intérêt à être les grands producteurs intellectuels, les techniciens de la culture, les fournisseurs de machines-outils, d'une production hautement spécialisée ; tout juste le contraire de la « polyindustrie » dépassée à plus ou moins longue échéance, comme l'est déjà maintenant la polyculture agricole. Les pays en voie de développement nécessiteront cette aide culturelle et technique et nous voilà en pleine reconversion internationale. La coopération technique systématique et institutionnalisée entre les pays industriels d'abord, entre les pays industriels et les pays en développement ensuite, est plus que jamais nécessaire. Le directeur général du B.T.T., M. David Morse, déclarait récemment lors d'une réunion internationale tenue à Genève et consacrée à l'automatisme : « Il n'y a rien de nouveau dans le fait même de l'évolution technique, ni dans la nécessité qu'il y a pour l'homme à s'y adapter. Ce qu'il y a de nouveau, c'est la possibilité d'une application générale de l'automatisme et de son expansion rapide et large dans les fabriques, les bureaux et les services gouvernementaux, par-dessus les frontières nationales... Les intérêts nationaux et internationaux à longue durée priment les intérêts commerciaux immédiats. »

Le Comité Consultatif des secrétaires généraux du Conseil de l'Europe vient de prendre position également dans ce sens. C.E.E., C.E.C.A., O.C.D.E., O.J.T. et O.N.U. se préoccupent vivement de la question.

L'énorme majorité des travailleurs aspirent malgré tout à une plus grande responsabilité dans leur existence. Il faut encourager ce mouvement, réveiller les consciences malmenées, rechercher des formules d'existence efficaces. L'Occident a encore un rôle immense à jouer dans cette nouvelle ère du travail humain. La civilisation de l'automatisme réussira ou échouera, selon que l'homme sera ou non au centre de ses préoccupations, selon qu'elle sera ou non au service de l'homme. Tous les espoirs restent permis, à condition que les techniciens et les dirigeants sachent conserver un profond sens de l'humain. Mais c'est reposer le problème de la philosophie de l'existence et du destin de l'homme responsable.

Gabriel WACKERMANN.

...Des diverses définitions de l'automatisme ou, si l'on suit certains auteurs, de l'automatisation, il est possible de retenir celle qui a été proposée par M. King, et que rappelle M. Salleron :

« Le terme d'automatisme ne s'applique pas à une évolution isolée facile à déterminer, mais à un certain nombre d'orientations du progrès technique, indépendantes les unes des autres. Dans un sens, l'automatisme est une mécanisation traditionnelle, par exemple, la machine-transfert, les techniques avancées de la manutention et de l'assemblage mécanique ; elle couvre aussi les techniques de contrôle automatique ; en troisième lieu, elle englobe l'application de la calculatrice électronique à la transformation des données qui intéressent la marche des entreprises. »

On peut illustrer par des exemples ces trois formes de l'automatisme : les machines-transfert de la Régie Renault, les servo-mécanismes, les calculateurs électroniques d'un groupe d'assurances françaises. Ce dernier exemple est spectaculaire : l'ordinateur du Groupe permet la gestion d'un portefeuille de 1.800.000 polices d'assurances mises à jour chaque mois, en réalisant la confection des quittances en 9 jours au lieu de 12 semaines, la comptabilité générale en 5 heures au lieu de 8 jours...

LES PROBLEMES DE L'EMPLOI  
par Pierre Demondion (Ed. Berger-Levrault).

1945-1949

*La politique russe a toujours consisté à essayer d'en imposer aux gouvernements apathiques et faibles, alors que devant une résistance énergique elle cède, attendant l'occasion de bondir à nouveau.*

Palmerston (Lettre à Clarendon en mai 1853).

## IRAN TURQUIE GRÈCE

# La première bataille de la guerre froide

par André FONTAINE.

En mai 1945, les U.S.A., l'U.R.S.S., et la Grande-Bretagne recevaient la capitulation de l'Allemagne hitlérienne. Leur entente ne devait pas survivre longtemps à la victoire. Avant même de s'opposer sur le problème allemand, l'Est et l'Ouest entrèrent en conflit à la fin de 1945 dans la région située au Sud de la Russie.

C'est la pression soviétique contre la Turquie et la Grèce qui a amené le Président Truman à adopter en 1947 la « doctrine » qui porte son nom et qui devait se développer par la suite avec le Plan Marshall et le Pacte Atlantique.

L'étude que nous présentons ci-dessous, constitue l'un des chapitres d'une histoire de la guerre froide qu'André Fontaine publiera dans quelques mois aux Editions Fayard.

L'AVANCE de l'armée rouge en Europe orientale, choc en retour de l'agression hitlérienne, satisfaisait à l'Ouest l'un des objectifs traditionnels de la diplomatie russe : la création d'un glacis militaire. Elle y ajoutait cet autre avantage d'interposer une impénétrable cloison entre la population soviétique, condamnée pour longtemps encore, après quatre ans de dévastations, à des conditions de vie misérables et les séductions du bien-être et de la liberté capitalistes. Mais la frontière sud de l'U.R.S.S. restait dégarnie. Or, c'est là que se trouvaient, avec les pétroles du Caucase, son talon d'Achille.

« Béria et d'autres m'ont dit que des saboteurs et même un homme avec une boîte d'allumettes pourraient nous y causer de graves dommages » déclara Staline à l'ambassadeur américain Bedell Smith, lors de l'arrivée de celui-ci à Moscou, en avril 1946. Chez un homme aussi méfiant, hanté par l'idée que quelque jour les « impérialistes » chercheraient à abattre son pouvoir, le propos était certainement sincère. Il avait cependant d'autres ambitions : l'accès de la Méditerranée que Paris et Londres avaient promis jadis à Nicolas II pour prix de son entrée en guerre et que Molotov avait en vain réclamé à Hitler, à Berlin en 1940 ; la route des Indes, objet de longue date de la convoitise des tsars ; les pétroles du Nord de l'Iran, bien nécessaires à un pays dont la production annuelle de naphte, au moment de la capitulation du Reich était tombée à cinq millions de tonnes et qui avait eu le tort de prendre au sérieux les innombrables déclarations des alliés durant la guerre, sur la nécessité d'une répartition équitable des matières premières ; l'Afrique du Nord même, où il chercha à prendre

pied en demandant avec insistance un mandat sur la Tripolitaine au moment du partage des dépouilles de l'Italie fasciste.

En fin de compte, il n'obtint rien. Les conditions dans lesquelles le Kremlin venait d'établir sa loi en Pologne et dans les Balkans avaient créé chez les Occidentaux un état d'esprit qui ne les prédisposait pas précisément à accueillir avec sympathie de telles revendications. Staline, pour obtenir satisfaction, ne pouvait donc compter que sur la ruse ou sur la force. Or le monopole atomique américain limitait singulièrement sa liberté d'action, lui imposant de se replier aussitôt qu'il rencontrerait une résistance un peu déterminée. Il avait d'ailleurs appris dans Lénine qu'après « deux pas en avant » il faut souvent faire « un pas en arrière » et compléter la science de « l'offensive » par celle de la « retraite opérée dans les règles ». « *Je ne suis pas comme Hitler, avait-il confié sans ambages à Eden, je saurai toujours où je dois m'arrêter.* »

### *L'affaire d'Azerbaïdjan et la politique soviétique à l'égard de l'Iran*

L'affaire d'Azerbaïdjan devait donner une première illustration de cette règle. Depuis 1810, cette province au nom barbare, peuplée d'allogènes parlant un langage voisin du turc et riche en pétroles, se trouvait partagée entre la Perse et la Russie. Celle-ci n'avait cessé d'étendre son influence tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, sur les deux rives de la Caspienne. L'Angleterre, soucieuse de protéger les Indes, s'em-

ploya de son mieux à contenir cette expansion. A plus forte raison lorsqu'en 1901, l'Anglo-Persian Oil Company eut commencé de jeter les bases de son formidable empire. Mais en 1907, la nécessité de faire front commun contre l'Allemagne l'amena à conclure avec Saint-Petersbourg un accord qui partageait le pays en zones d'influences. La Russie s'empressa de transformer en véritable protectorat celle qui lui était dévolue.

Dès le lendemain de la révolution d'octobre, les Soviets dénoncèrent le traité de 1907 comme contraire au principe de la libre disposition des peuples. Les provinces de Transcaucasie, encouragées par Londres, proclamaient leur indépendance. En 1920 cependant, les Mencheviks étaient renversés par les Bolcheviks en Azerbaïdjan, des soldats rouges passaient en territoire persan pour en déloger les derniers débris des armées blanches et une éphémère république communiste était proclamée sur les bords de la Caspienne. La propagande du Kremlin se déchainait contre les dirigeants de Téhéran coupables d'avoir, par le traité de 1919, complètement asservi leur pays à l'impérialisme britannique. Cette offensive porta ses fruits. Quelques mois plus tard le parlement persan — le « Majlis » — refusait de ratifier le traité. Le chef de la brigade cosaque, Reza Khan, l'Atatürk de l'Iran, marchait sur la capitale et s'emparait du pouvoir. Comme son homologue turc, il conclut un pacte d'amitié avec l'Union soviétique qui renonça à tout privilège sur le sol persan : mais elle se fit reconnaître le droit d'intervenir au cas où une puissance étrangère voudrait l'utiliser comme base d'opérations contre elle.

Reza, devenu Chah, fondateur d'une dynastie, rendant à l'Empire son vieux nom d'Iran pour exalter la tradition bimillénaire de la patrie de Cyrus, essaya en vain de se débarrasser de l'emprise croissante de l'Anglo-Persian Oil Company. Est-ce l'échec de cette tentative qui le poussa à flirter avec Berlin ? Il ignorait évidemment que son pays figurait dans la zone d'influence que Hitler envisageait de concéder à Staline, au cas où il se serait entendu avec lui pour le partage du monde.

La présence en Iran, à l'été 1941, de nombreux agents

nazis fournit en tout cas à Staline et à Churchill, qui voyaient là une route d'accès idéale pour les livraisons britanniques à l'U.R.S.S., un excellent prétexte à intervenir. Le Chah ayant refusé de s'en débarrasser comme ils le lui demandaient, les troupes britanniques et russes envahirent l'empire. Le 17 septembre, Téhéran était occupée et Reza devait abdiquer en faveur de son fils Mohammed, le futur mari de Soraya et de Farah Diba. En janvier de l'année suivante, un traité était conclu entre l'Iran et les deux puissances qui s'engageaient à retirer leurs troupes dans les six mois qui suivraient la fin de la guerre. Cet engagement fut renouvelé en 1943 par les Trois Grands réunis, précisément à Téhéran.

Dès cette époque cependant les Soviétiques manifestaient clairement leur intention de s'établir durablement en Perse. Suivant leur vieille habitude, ils avaient mis deux fers au feu : d'une part, ils installaient des hommes à eux à la tête du parti Toudeh, qui regroupait toutes sortes d'éléments hostiles au souverain détrôné, y compris des parents des Kadjars qu'il avait supplantés. D'autre part, ils encourageaient les mouvements séparatistes, Kurdes et Azeris, dans l'idée soit d'annexer les provinces du Nord à l'URSS, soit d'affaiblir le pouvoir central à Téhéran, suffisamment pour le mettre à la merci du Toudeh.

En septembre 1944, l'accord réalisé entre l'Anglo Iranien et la Standard Oil pour l'exploitation commune de nouvelles zones à prospecter, amena le Kremlin à faire un pas de plus. Il demanda officiellement la création d'une société mixte, soviéto-persane, pour la recherche et l'exploitation éventuelle des pétroles de la région septentrionale du pays. Pareille proposition ne pouvait évidemment qu'alarmer les compagnies pétrolières occidentales. Mais Londres eut peu de peine à convaincre les dirigeants de Téhéran de refuser. Ceux-ci avaient trop l'expérience des Russes pour ne pas savoir qu'une acceptation entraînerait leur main mise complète sur la région des gisements. Aussi, est-ce à la quasi-unanimité que le Parlement adopta, le 3 décembre, une loi interdisant toute concession à un pays étranger sans son accord préalable aussi longtemps que durerait l'occupation. L'auteur de ce texte était le Dr Mossadegh qui se rendra

*Les Trois Grands à la Conférence de Yalta.*

célèbre quelques années plus tard à la tête du gouvernement en nationalisant les pétroles d'Abadan.

Staline prit fort mal la chose, dénonçant les intrigues anglaises. A Yalta, février 1945, il repoussa comme superflue une suggestion de Eden tendant à la réaffirmation des bonnes intentions des Trois Grands à l'égard de l'Iran. A Potsdam (juillet), alors que les Persans réclamaient depuis le lendemain de la capitulation du Reich l'évacuation du territoire national, il ne consentit qu'à celle de la capitale, renvoyant le reste du problème aux ministres des affaires étrangères.

Ceux-ci convinrent, lors de leur réunion à Londres en septembre, que toutes les troupes étrangères seraient évacuées le 2 mars 1946 au plus tard, mais on peut se demander si Molotov avait la moindre intention d'honorer cet engagement. Un mois plus tôt en effet, avait été créé en Azerbaïdjan iranien un parti autonomiste dont l'étiquette « démocrate » dissimulait mal les attaches communistes et avec lequel fusionna aussitôt l'organisation Toudeh de la province. L'agitation se développait parmi les tribus kurdes dont le chef, Moulleh Barzani, combattait depuis trente ans pour la reconnaissance des droits de ses frères de race, population indo-européenne islamisée, dont le territoire qui s'étend sur l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie recouvre assez curieusement l'essentiel des gisements de naphte de Mésopotamie. En novembre, une révolte éclatait à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan. Pichewari, chef du parti « démocrate » et ancien ministre du gouvernement soviétique de la Caspienne de 1920, proclamait une république autochtone dont les postes-clés étaient attribués à des communistes.

1.200 soldats iraniens, envoyés par le gouvernement central pour rétablir l'ordre, se virent interdire le passage par les troupes russes. Le premier ministre M. Hakimi saisit de la question les Trois Grands et demanda à se rendre à Moscou

#### *Les raffineries d'Abadan.*

où les ministres des affaires étrangères devaient tenir en décembre une de leurs réunions périodiques. Le Kremlin ne donnant aucune suite à sa démarche et écartant également une proposition d'enquête tripartite formulée, dans un désir de conciliation par Londres et par Washington, il démissionna le 26 janvier, non sans avoir saisi le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Ghavam es Sultaneh forma le nouveau gouvernement. Ce septuagénaire qui possédait de vastes propriétés dans la zone d'occupation russe passait pour bien disposé à l'égard de Moscou. Il n'en réussit pas moins, sans qu'on puisse savoir à quel moment il a décidé de s'y employer, à duper Staline, mieux que personne ne peut se vanter de l'avoir fait.

Le 30, après une vive passe d'armes entre le délégué iranien et son collègue soviétique Vichinsky qui mettait le même talent et la même mauvaise foi à requérir sur la scène internationale qu'il l'avait fait lors des grands procès de Moscou, le conseil de sécurité approuva une résolution déposée par le ministre britannique des affaires étrangères, Ernest Bevin. Elle recommandait des négociations directes entre les deux parties. Ghavam prit donc le chemin de Moscou, non sans avoir, pour préparer le terrain, épuré l'armée et la police des éléments les plus anglophiles. Staline lui fit connaître son prix : autonomie de l'Azerbaïdjan et concession pétrolière. En échange de quoi, l'armée rouge évacuerait les provinces centrales, mais continuerait d'occuper le nord du pays. Londres répliqua en annonçant que le retrait de ses soldats serait achevé le 2 mars.

Le 6 mars, lendemain du fracassant discours par lequel Churchill à Fulton dénonçait l'existence du « rideau de fer », Washington fit savoir que son ambassadeur à Moscou avait remis au gouvernement soviétique une note l'invitant à rappeler ses troupes dans les plus courts délais. Pendant quelques jours, on put croire que Staline ne tiendrait pas compte de cette mise en demeure tout juste polie. Le 9, en effet, tandis que Ghavam regagnait sa capitale sans avoir pu se résigner à accepter les exigences du Kremlin, des unités soviétiques faisaient mouvement en direction de Téhéran. Sept mois seulement après la capitulation du Japon, la guerre menaçait de nouveau. Le 19, l'Iran saisissait pour la seconde fois le conseil de sécurité, dénonçant dans le maintien des soldats de Staline sur son sol une « menace à la paix » caractérisée. Le Kremlin ayant fait pression sur Ghavam pour le dissuader de porter plainte, les Etats-Unis indiquèrent qu'au cas où il y renoncerait, ils s'en chargeraient eux-mêmes. Le lendemain les Kurdes de Perse se révoltaient à leur tour et établissaient à Mchabad une « république populaire » qui concluait un pacte d'alliance avec les autonomistes d'Azerbaïdjan. Barzani bombardé général, prenait le commandement de leur armée équipée de neuf avec des uniformes soviétiques. Nous le retrouverons à l'œuvre à plusieurs reprises par la suite, en Irak. Le 27 mars, Gromyko n'ayant pas réussi à convaincre le conseil de sécurité de se déclarer incompetent ou d'ajourner le débat au 10 avril, annonça que l'U.R.S.S. ne participerait plus aux débats sur l'Iran.

Ce geste provocant n'avait pas d'autre objet que de sauver la face du gouvernement soviétique qui, comprenant que les Américains parlaient sérieusement, avait pris le parti de se montrer conciliant. Le 22, Staline avait remis à une agence de presse américaine une profession de foi dans les Nations-Unies. Et le 26, son ambassadeur à Téhéran avait informé Ghavam que les troupes russes auraient évacué la totalité du pays avant le 9 mai, s'il acceptait la création de la société

mixte pétrolière — 51 % du capital pour l'U.R.S.S. — 49 % pour l'Iran — et s'entendait avec les dirigeants de l'Azerbaïdjan. Le premier ministre donna son accord, sous réserve, sur le premier point, de sa ratification par un parlement à élire dans les sept mois qui suivraient la fin de l'occupation étrangère.

L'été venu, des grèves qui tournèrent à l'émeute éclatèrent dans les installations de l'Anglo-Iranien. Bevin ne perdit pas de temps pour en attribuer la responsabilité au Toudeh, et derrière lui aux Russes et pour dépêcher une brigade à Bassorah, sur la rive irakienne du Chott el Arab, juste en face de la gigantesque raffinerie d'Abadan. Ghavam le 3 août réclama le retrait de ces troupes, fit entrer des membres du Toudeh dans son cabinet, établit la loi martiale à Téhéran et ordonna l'arrestation de diverses personnalités aussi bien soviétophiles d'ailleurs qu'anglophiles. Mais des tribus du Sud, travaillées selon toute vraisemblance par des agents britanniques, se révoltèrent et mirent le premier ministre en demeure de se séparer de ses collaborateurs communistes.

Étaient-elles de connivence avec le rusé Ghavam ? Le fait est que celui-ci s'empressa de céder. Du coup, c'est Moscou qui s'alarma réclamant la prompte ratification de l'accord pétrolier. A quoi il rétorqua que l'élection d'un nouveau parlement était impossible aussi longtemps que les autorités d'Azerbaïdjan entraveraient l'activité des partis politiques favorables au gouvernement central.

L'argument porta et plus encore la menace voilée d'une intervention des Anglo-Américains dont le langage devenait de plus en plus cassant. Lorsque Ghavam, à l'hiver, se décida à envoyer ses troupes à la reconquête de l'Azerbaïdjan, les Russes qui avaient massé d'importantes armées sur la frontière et dont l'ambassadeur avait multiplié les avertissements à Téhéran ne levèrent pas le petit doigt.

Le séparatisme s'écroula en quelques jours. Le président du « présidium » de la république de Tabriz se réfugia en U.R.S.S. où il devait bientôt trouver la mort dans un accident de voiture. Barzani avec un millier de ses Kurdes se tailla, les armes à la main, un chemin vers la Russie *via* l'Irak et la Turquie. Une dure répression suivit. L'une de ses victimes fut le sinistre Beria, homonyme du chef du M.V.D. soviétique et comme lui chargé de la « sécurité ». Il avait été impitoyablement refoulé par les garde-frontière russes quand il avait sollicité l'asile de la « patrie du socialisme ».

Après ce succès, Ghavam put organiser des élections. Le parlement élu en juillet 1947 s'empressa de rejeter le traité pétrolier ; le premier ministre en avait lui-même déclaré la révision nécessaire. Le cabinet démissionna. L'anglophile Hakimi reprit le pouvoir sans que l'U.R.S.S. battue à plate couture, songeât à intervenir.

En Turquie aussi, au terme d'une épreuve de force à l'enjeu bien plus important, le Kremlin dut au même moment s'incliner.

### *Les relations de l'U.R.S.S. avec la Turquie*

Rivaux héréditaires, les deux empires russe et ottoman étaient devenus bons amis après leur transformation en républiques, l'une communiste, l'autre qui avait mis le communisme hors la loi, laïque et présidentieliste. Lénine avait envoyé à Ankara, la capitale de Kemal, son lieutenant Frounzé qui s'était écrié devant la grande Assemblée Nationale : « *Les voix qui jadis ont poussé nos peuples à la conquête de Constantinople, des Détroits et de l'Anatolie ont*

### *Le chef kurde Moullah Barzani.*

*été réduites pour toujours au silence ».* Un pacte de non-agression, d'arbitrage et de bon voisinage avait été conclu en 1925 à Odessa. Les deux gouvernements avaient été les principaux bénéficiaires de la conférence de Montreux qui en 1936, avait une fois de plus remanié le régime de la navigation dans les Détroits. La Turquie se voyait rendre la charge de leur sécurité, tandis que l'U.R.S.S. était autorisée à y faire passer sa flotte de guerre.

Les relations commencèrent à se gâter avec le pacte Staline-Ribbentrop. Un mois plus tard, couronnant des négociations qui duraient depuis le printemps, un traité anglo-franco-turc d'assistance mutuelle, limité à la Méditerranée et aux Balkans, était conclu à Ankara. Staline s'en inquiéta. Il obtint du général İnönü, qui avait succédé à Atatürk à la présidence de la République, qu'il fût précisé que le traité ne jouerait pas au cas où Paris et Londres se trouveraient en guerre avec l'U.R.S.S. En même temps, pour montrer sa bonne volonté à Hitler, il proposa un pacte soviéto-turc comportant l'interdiction du Bosphore et des Dardanelles, aux bateaux de guerre et aux cargos appartenant à des pays non riverains de la Mer Noire. Cette prétention, difficilement conciliable avec le traité conclu avec la Grande-Bretagne et la France, fut écartée par les Turcs et la négociation rompue.

Le gouvernement d'Ankara devait dès lors se cantonner dans une attitude de stricte neutralité allant jusqu'à soutenir que l'écroulement de la France avait rendu caduc le traité tripartite. **C'est en vain que Londres essaya de le persuader d'entrer en guerre lors de l'attaque de la Grèce puis de la Yougoslavie.** Une fois son sol envahi par la Wehrmacht, ce fut au tour de l'U.R.S.S. de réclamer l'intervention turque.

Mais son insistance diminua au fur et à mesure que se redressait la situation militaire, tandis que Churchill, de plus en plus inquiet de l'avenir des Balkans multipliait les démarches auprès d'Inönü pour l'amener à ouvrir au sud, un front qui aurait créé un certain contrepois à l'armée rouge. Le président se contenta de proclamer son pays « non belligérant ». Arguant, non sans raison, de l'impréparation de ses forces, il attendit mai 1944 pour interdire la vente à l'Allemagne du chrome, minéral stratégique essentiel ; août de la même année pour rompre les relations diplomatiques, et février 1945 pour une déclaration de guerre toute platonique, mais indispensable pour ouvrir à son pays les portes des Nations-Unies.

*Le président Ismet Inonu.*

La prudence et la passivité de la Turquie durant la guerre mondiale sont-elles la cause des revendications que Staline lui présenta avant même la capitulation du Reich ? Il est difficile de le soutenir puisque des exigences voisines avaient été présentées par Molotov à Hitler en décembre 1940. Mais elles lui fournissent à tout le moins un argument. Il aurait été plus délicat de s'en prendre à un frère d'armes. « *La Turquie est faible, déclara le généralissime Staline à l'ambassadeur des États-Unis en avril 1946 et l'Union Soviétique se rend très bien compte du danger qui résulterait pour elle d'un contrôle étranger des Détroits que la Turquie n'est pas assez forte pour protéger. Le gouvernement turc nous est hostile. C'est pourquoi le gouvernement soviétique a demandé une base dans les Dardanelles. C'est une question qui touche à notre propre sécurité.* »

C'est en octobre 1944, lors de la visite de Churchill à Moscou au cours de laquelle il se mit d'accord secrètement

avec Staline sur une répartition des pourcentages d'influence dans les Balkans que les Soviétiques parlèrent pour la première fois d'une révision du régime des Détroits. Le premier ministre mécontent de l'attentisme turc donna un acquiescement de principe. Staline en reparla à Yalta, sans préciser pour autant ses desiderata. Un mois plus tard, le 19 mars 1945, Molotov dénonçait comme périmé le pacte turco-soviétique de 1925. Des explications qu'il donna à l'ambassadeur de Turquie, celui-ci crut pouvoir retenir que Moscou était disposé à conclure un accord de portée plus vaste. Ankara proposa donc une alliance en bonne et due forme, sur le modèle des traités conclus par l'U.R.S.S. avec la Grande-Bretagne, la Tchécoslovaquie ou la France. Mais le Kremlin répondit au mois de juin qu'un tel accord supposait la révision de la convention de Montreux et l'établissement d'une base permanente soviétique dans les Dardanelles. Il demandait en même temps la restitution des vilayets (département) de Kars, Ardahan et Artwin, que les Turcs détenaient depuis Brest-Litowsk. Du coup, bien entendu, Ankara retira son projet.

À Potsdam, en juillet, Staline revint sur la question. Il fit valoir qu'il était anormal que la Turquie pût fermer à son gré les Détroits en temps de guerre ou de menace de guerre, comme la convention de Montreux l'y autorisait. Il précisa qu'il ne revendiquait Kars et Ardahan qui si Ankara voulait conclure une alliance. Il maintint fermement en revanche sa demande d'une base sur la mer Egée en précisant à Churchill au cours d'un dîner, qu'elle devrait être installée à Dédéagatch, en Thrace. Les Anglo-Saxons s'efforcèrent de lui démontrer que la sécurité de l'U.R.S.S. serait aussi bien assurée si un accord international établissait comme ils venaient de le proposer, le principe de la liberté complète des voies d'eau intérieures. Mais le généralissime ne voulut rien entendre. On se sépara sans avoir rien décidé d'autre, sur ce point, que la nécessité d'une révision du régime du Bosphore et des Dardanelles.

Les Américains mirent en forme, dans une note du 2 novembre, leurs propositions de « porte ouverte ». Dans un souci de conciliation vis-à-vis du Kremlin, ils précisèrent que les navires de guerre des puissances non riveraines de la Mer Noire ne pourraient y pénétrer sans l'accord préalable des riverains ou des Nations-Unies. Les Britanniques appuyèrent cette initiative. Moscou ne répondit pas, à moins qu'on appelle réponse un appel du « catholicos » (patriarche) de l'Église autocéphale d'Arménie pour le rétablissement de l'unité arménienne — sous entendu dans le cadre de l'U.R.S.S. et aux dépens de la Turquie. Bientôt des revendications analogues étaient articulées, au bénéfice cette fois de la Géorgie, par deux académiciens de Tiflis auxquels « *La Pravda* » s'empessa de faire un large écho. Des mouvements de troupes soviétiques furent signalés le long de la frontière turque. A toutes fins utiles le gouvernement d'Ankara ajourna la démobilisation des classes rappelées durant la guerre et fit savoir qu'il défendrait par la force, le cas échéant, le territoire national.

Rien ne se passa pendant quelques mois. Le 7 août 1946, onze jours avant l'expiration du délai prévu par la convention de Montreux pour en demander la révision, le Kremlin adressa à Ankara, avec copie à Londres et à Washington une note faisant valoir qu'elle n'avait pu empêcher durant la guerre l'utilisation des Détroits contre les États riverains. L'argument était inattendu ; jamais durant les hostilités les Russes n'avaient reproché à la Turquie de ne pas s'acquitter de la mission que lui assignaient les accords de Montreux,

### *Jeunes partisans pendant la guerre civile grecque.*

d'interdire en temps de guerre l'accès de la Mer Noire aux bateaux de guerre des belligérants non alliés de la Turquie. Ils n'en demandaient pas moins la révision de ces accords, sur la base de la proposition américaine de novembre, complétée par une clause prévoyant que la Turquie et l'Union Soviétique assureraient « *par leurs moyens communs, la défense des Détroits pour prévenir leur utilisation par les autres Etats dans des buts hostiles aux puissances de la Mer Noire* ». Dès le 19, Washington faisait savoir que selon son opinion, la Turquie devait continuer d'être « *principalement responsable de la défense des Détroits* », ajoutant que si ceux-ci « *devenaient l'objet d'une attaque ou d'une menace d'attaque par un agresseur, la situation qui en résulterait, constituerait une menace à la sécurité internationale et fournirait clairement le motif d'une action de la part du Conseil de Sécurité* ».

Joignant le geste à la parole, Truman envoyait le porte-avion géant « *Franklin Roosevelt* », quatre croiseurs et une flotille de torpilleurs rejoindre en Méditerranée orientale le cuirassé « *Missouri* » dont l'apparition devant Istanbul, au mois d'avril, avait symbolisé le prix que les Etats-Unis attachaient à la sécurité de la Turquie. James Forrestal, alors secrétaire à la marine, raconte dans son journal la conférence au cours de laquelle fut décidé à la Maison Blanche l'envoi de la note à l'U.R.S.S. Acheson, sous-secrétaire d'Etat après s'être prononcé pour une réaction « *énergique* », évoqua le risque d'un « *conflit armé au cas où la Russie ne ferait pas machine arrière* ». Truman rétorqua qu'il n'était pas nécessaire d'attendre cinq ou dix ans pour déterminer « *si les Soviétiques étaient décidés ou non à conquérir le monde* ».

Sa résolution, approuvée par Paris et par Londres et appuyée sur le monopole atomique américain, eut le même effet que celle dont il avait déjà fait preuve au printemps dans l'affaire iranienne. Ankara écarta la proposition soviétique et suggéra même d'interrompre l'échange de notes lorsque le Kremlin revint à la charge. L'U.R.S.S., en fin de

compte se tint tranquille. Il fallut tout de même attendre la mort de Staline et l'arrivée au pouvoir de Malenkov pour que soient officiellement abandonnées les revendications sur Kars et Ardahan, auxquelles à vrai dire, personne ne songeait plus.

### *La guerre civile grecque et la doctrine Truman*

La crise turque aura joué dans l'histoire de la guerre froide un rôle qui dépasse de beaucoup celle qu'en ait été l'importance, son enjeu immédiat. Avec la guerre civile grecque dont il faut parler maintenant, elle est en effet directement à l'origine de la « *doctrine Truman* » qui a constitué le premier pas de l'engagement américain en Europe et donc de l'alliance atlantique.

Les accords de Varkiza (1) qui avaient mis fin en février 1945 aux combats entre les résistants de gauche (dirigés par les communistes) et les royalistes massivement appuyés par l'armée anglaise, ne furent pas longtemps respectés. Ils n'avaient été possibles que parce que Staline fidèle à son accord sur les zones d'influence avec Churchill avait laissé massacrer ses disciples hellènes par les soldats du général Scobie et parce que Londres avait obtenu du roi qu'il se retire provisoirement au profit de l'archevêque Damaskinos. Très vite cependant, celui-ci se vit débordé par les éléments réactionnaires au point que Attlee à peine au pouvoir, lui adressa un message le 1<sup>er</sup> août 1945 pour le mettre en

(1) Au moment de la libération de la Grèce en automne 44, l'E.A.M. (F.T.P. grecs) avait tenté de s'emparer du pouvoir. C'est seulement l'intervention massive des troupes britanniques qui les avaient empêchés de parvenir à leurs fins. Mais en même temps Churchill avait persuadé le roi George II de s'effacer provisoirement en faveur de l'archevêque d'Athènes Mgr Damaskinos.

garde contre les violations des accords d'armistice et la répression qui s'abattait sur les républicains.

Au printemps suivant, des élections, sous un contrôle international auquel l'U.R.S.S. avait refusé de participer, donnaient la majorité au parti populiste du leader monarchiste Tsaldaris. Près de la moitié des inscrits, écoutant les consignes de l'extrême-gauche, s'étaient abstenus de participer à un scrutin dont la régularité dans les campagnes était fort sujette à caution.

En revanche le référendum de septembre fit apparaître une large majorité en faveur d'un retour du roi, qui ne devait d'ailleurs pas survivre longtemps à son triomphe. Il mourut l'année suivante laissant la couronne à son frère cadet, le diadoque Paul.

La restauration d'une dynastie liée, pour les masses ouvrières, au souvenir de la dure dictature de Metaxas, devait donner une impulsion décisive à la guerre civile qui avait repris de façon endémique depuis le lendemain des élections.

Recourant aux méthodes qu'ils avaient employées contre l'occupant allemand et italien et que Vietminh ou Huk utilisaient au même moment en Asie, les rebelles, en qui le gouvernement d'Athènes ne voulut jamais voir que des « bandits » justiciables des tribunaux de droit commun, attaquaient des garnisons isolées, s'emparaient de leurs armes, sabotaient les voies de ravitaillement et mettaient en place une administration, ici clandestine, ailleurs au grand jour. Et cette fois, ils bénéficièrent du complet appui des satellites de l'U.R.S.S. qui contrôlaient la quasi-totalité de la frontière continentale de la Grèce et pouvaient ainsi leur fournir armes, ravitaillement, camps d'entraînement et de repos. C'est ainsi que lorsqu'en 1948, les forces royalistes s'emparèrent de la région de Grammos, principale « plateforme territoriale » des guerilleros qui y avaient installé un gouvernement provisoire, ceux-ci firent retraite à travers le territoire albanais pour réparaître sur un autre front, celui des Vitsi.

Les communistes n'avaient en effet cessé depuis 1945 de consolider leur empire sur tous les Etats qui bordent la Grèce du Nord : Bulgarie, Yougoslavie et Albanie, émettant des prétentions territoriales qui sur la Macédoine hellénique, qui sur l'Epire. Des incidents de frontière s'étaient produits à plusieurs reprises. Tito avait annoncé qu'il entendait conserver une forte armée et son émule de Tirana, qui devait devenir plus tard son plus farouche ennemi, Enver Hodja avait rappelé quatre classes, n'hésitant pas à miner le détroit de Corfou où sauta un navire anglais. De ces trois gouvernements, c'est celui de Belgrade qui devait manifester l'attitude la plus agressive. Dans l'ignorance où l'on se trouvait à l'époque en Occident, du conflit latent entre les dictateurs yougoslave et soviétique, on avait tendance à reporter sur le Kremlin la responsabilité de l'agressivité des titistes, alors que la preuve est faite maintenant qu'il freinait leurs ardeurs. C'est ainsi que lorsque l'aviation yougoslave eut abattu coup sur coup deux fortresses volantes américaines qui avaient survolé le pays, Molotov dit à Kardelj, vice-président du gouvernement de Belgrade, que c'était très bien certes, mais qu'il fallait s'en tenir là. Autre manifestation de la prudence que nous avons vue à l'œuvre en Iran et en Turquie.

La Grèce présentait pour les communistes, par rapport à ces deux théâtres de guerre froide, de grands avantages. L'U.R.S.S. n'était pas directement engagée, ce qui excluait à première vue tout risque majeur. La rébellion disposait sur place de partisans suffisamment nombreux pour que ceux-ci contrôlent des régions entières dans lesquelles ils

mobilisaient les populations. Enfin le gouvernement d'Athènes, dépassé par les événements, obligé de consacrer aux opérations l'essentiel de ses pauvres ressources, ne pouvait rien faire pour le relèvement d'un pays qui naturellement pauvre, sortait exsangue de quatre ans de guerre. L'administration, l'armée étaient noyautées par l'extrême gauche, minées par le défaitisme, la corruption, les abus de toutes sortes. A la fin de 1946 sans que l'E.L.A.S., les F.T.P. aient remporté une seule victoire sur le terrain, la situation, aux dires du maréchal Papagos, alors commandant en chef et plus tard premier ministre, était « critique ; la lutte nationale, écrit-il dans un article de Foreign Affairs, avait commencé à se désintégrer ».

Or, au même moment la Grande-Bretagne qui maintenait 40.000 hommes en Grèce et fournissait au gouvernement d'Athènes de même qu'à celui d'Ankara une aide militaire et financière indispensable, se trouvait aux prises avec les pires difficultés. Elle découvrait qu'elle s'était ruinée pour gagner la guerre et qu'elle n'était plus en mesure de supporter sa part traditionnelle du fameux « fardeau de l'homme blanc ». Des décisions draconiennes s'imposaient si elle voulait éviter la banqueroute. Le 24 février 1947, l'ambassadeur britannique à Washington remit au secrétaire d'Etat, à l'époque le général Marshall, une note l'informant que les troupes anglaises seraient retirées de Grèce à partir de la fin mars. Pressé d'agir par ses ambassadeurs à Athènes et à Moscou comme par ses collaborateurs immédiats, Truman n'hésita pas un instant : « le moment était venu écrit-il dans ses Mémoires, de ranger délibérément les Etats-Unis d'Amérique dans le camp et à la tête du monde libre » et pour commencer de fournir à la Grèce l'aide immédiate et massive qui lui était indispensable. A vrai dire, il s'attendait depuis plusieurs mois à devoir faire face à une telle situation et il avait déjà envoyé sur place une mission dirigée par son conseiller Paul Porter pour étudier les besoins du royaume.

Le 11 mars, après une minutieuse préparation des esprits, le président s'adressait au Congrès pour présenter ce qu'on a appelé depuis, la « Doctrine Truman ». *Je crois, s'écria-t-il que les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier, indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente ».*

Les coups d'arrêt à la pénétration soviétique en Iran et en Turquie avaient été relativement discrets. Celui-là avait la brutalité d'une déclaration de guerre. Le président après avoir opposé les deux systèmes qui se disputent le monde celui qui « repose sur la volonté de la majorité et des institutions libres » et celui qui s'appuie sur la « terreur, l'agression, la suppression des libertés » demandait au Congrès de l'autoriser à accorder à la Grèce 250 millions de dollars et à la Turquie 150 étant entendu qu'il ne s'agissait que d'un commencement. Bien que dominées depuis l'année précédente par une majorité républicaine, donc hostile à un président démocrate, les deux chambres adoptèrent à de larges majorités le projet de loi. C'est en vain que le sénateur Johnson, du Colorado, avait dénoncé dans la doctrine Truman « une proposition militaire pure et simple comparable au projet anachronique et démentiel des Anglais pour arrêter la Russie sur la frontière turque » et que le

ville de Konitsa, en Epire, où son chef le général Markos voulait établir sa capitale.

Au début de 1948, Staline avait apparemment compris que les Etats-Unis ne laisseraient pas les insurgés gagner la partie. Il le dit au Yougoslave Kardelj, ajoutant qu'il fallait arrêter l'affaire aussitôt que possible. Un an se passa encore avant que le haut commandement de l'armée royale, réorganisé avec la collaboration étroite de la mission militaire américaine dirigée par le général Van Fleet, fut investi de pouvoirs exceptionnels pour en terminer. Une milice paysanne locale fut levée pour assister l'armée régulière dans la lutte contre les partisans. Le territoire national fut méthodiquement nettoyé en remontant du Sud au Nord.

Soudainement on apprit que Markos était tombé malade et qu'il avait été remplacé par le secrétaire général du parti communiste, Zachariadès. En réalité il avait été épuré, peut-être pour s'être opposé à la liquidation de la rébellion et en tout cas pour avoir refusé de s'associer à la condamnation prononcée par le Kominform contre son ami et principal soutien : Tito. — Celui-ci donna le coup de grâce à la rébellion en annonçant dans un discours prononcé à Skopje, en juillet, la fermeture de la frontière et l'arrêt de toute assistance aux Andartès.

Les mauvais souvenirs s'effacent vite. La Yougoslavie exclue du bloc soviétique ne tardera pas à conclure une alliance avec Athènes et Ankara, et le roi Paul ne refusera pas d'aller passer ses vacances dans l'île de Brioni chez le maréchal qui, des années durant, avait tout fait pour renverser son trône.

Le 16 octobre 1949, les communistes annoncèrent qu'ils cessaient le combat : « pour éviter la destruction totale du sol grec ». Mais, depuis la fin d'août, les troupes gouvernementales avaient occupé les montagnes des Vitsi et des Grammos, les dernières positions des guerilleros qui avaient dû, sous leurs coups de boutoir, se réfugier en Bulgarie et en Albanie. L'U.R.S.S., à laquelle Américains et Britanniques avaient fait des ouvertures discrètes au printemps, pour régler le conflit à l'amiable, ne chercha même pas à sauver la face, se contentant de réclamer une amnistie totale dont il n'était évidemment pas question. On perdit la trace de Markos dont on crut longtemps qu'il avait péri, victime, avec tant d'autres, de la folie stalinienne. Bien des années plus tard, on le retrouva en Pologne, visitant ses camarades de combat. Il devait être réhabilité par le P.C. grec clandestin, son adversaire Zachariadès se voyant à son tour accusé de toutes les déviations.

Terminée sur le champ de bataille après avoir fait quelque 50.000 morts et saccagé 11.000 villages, la guerre ne l'était pas pour autant pour les familles grecques. Les bagnes de la monarchie n'ont que lentement entrouvert leurs portes pour laisser sortir ses adversaires. Les communistes n'ont rendu qu'une toute petite partie des 20.000 ou 30.000 enfants que, sous prétexte de les soustraire aux horreurs du combat, et aux bombardements atomiques, ils avaient arrachés à leurs parents et avaient expédiés de force de l'autre côté du rideau de fer. Plusieurs dizaines de milliers d'Andartès vivent dans les pays de l'Est. Les autorités d'Athènes sont peu pressées de voir revenir ces hommes et ces femmes, dont bon nombre sont restés, sans doute, des propagandistes communistes.

De toutes les tragédies qu'a suscitées la guerre dite froide, peu, sans doute, auront atteint le niveau d'amertume réservée à cette terre de passion et de dieux avides.

André FONTAINE.

#### Le Président Truman.

représentant Smith, du Wisconsin, l'avait décrite comme « une mesure de guerre » qu'on n'avait pas eu le courage de présenter au peuple comme telle.

La voix de ces isolationnistes fut couverte par un de leurs frères d'hier, le sénateur Vandenberg, président de la Commission des affaires étrangères, rallié à l'internationalisme pendant la guerre et qui devait jouer un rôle capital dans ce moment où l'Amérique avait selon ses propres termes « rendez-vous avec le destin », comme plus tard lors de la ratification du pacte atlantique.

Le 22 mai, le président signait la loi qui mettait son pays, deux ans seulement après la mort de Roosevelt, à la tête de la croisade antibolchevik. Il avait déclaré au cours du débat : « nous devons agir à temps, et même en avance pour éteindre le feu qui couve de tout conflit qui peut menacer de s'étendre au monde entier. »

Le lendemain de la promulgation de la loi d'aide à la Grèce et à la Turquie, une commission d'enquête constituée par l'O.N.U. à la demande d'Athènes, constatait officiellement que la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie appuyaient la rébellion grecque. L'U.R.S.S. et la Pologne avaient voté contre cette conclusion, la France s'abstenant. Une course contre la montre s'engageait, les communistes cherchant à asséner à l'adversaire des coups décisifs avant l'entrée en scène des Etats-Unis.

L'E.L.A.S. disposait désormais de nombreux combattants — les « Andartes » — organisés à l'échelon du bataillon avec les services habituels d'une armée en campagne. Elle contrôlait une grande partie des massifs du Pinde et de l'Olympe et la quasi totalité de la frontière septentrionale. En décembre 1947, « un gouvernement de la Grèce libre » était constitué dans les monts Grammos. En dépit de succès locaux des royalistes et de l'infusion croissante de dollars et de matériel américains, la guérilla continuait de se développer. Elle ne réussissait pas cependant à s'emparer de la

# Intégrer la NATION dans l'ÉTAT

par Robert BURON.

Le pouvoir émane de la Nation, tel est le fondement théorique de la démocratie ; c'est la Nation qui désigne les dépositaires du pouvoir à travers l'élection périodique de ses mandants par les citoyens.

Dans le principe donc, tous les quatre ou cinq ans — plus souvent aux Etats-Unis — les individus qui constituent la Nation font acte de citoyen. Se dégageant de leurs intérêts particuliers divers, ils s'efforcent à une synthèse politique qui leur permette de désigner le meilleur candidat.

Cette présentation théorique des choses a-t-elle correspondu à une réalité pratique, il y a quelque cent ans ? C'est possible ; les institutions nouvelles étaient respectées ; la vie économique plus simple, les oppositions entre catégories de citoyens plus tranchées. Mais depuis de nombreuses décennies chaque citoyen a perdu l'habitude de se considérer comme tel. Les éléments divers dont il est composé s'affirment en lui bien davantage que le sens civique (il est cultivateur, ouvrier ou patron ; propriétaire ou prolétaire ; père de famille ou célibataire, chrétien ou agnostique ; jeune ou vieux, etc.). La synthèse politique au niveau de l'individu, de ses contradictions internes, dans la mesure où elle est encore tentée, est devenue un leurre.

Aussi bien, la notion d'individu qui inspira les législateurs de la Révolution française, comme avant eux les rédacteurs américains de la Déclaration des Droits de l'homme et bien auparavant encore les parlementaires britanniques, est-elle de plus en plus recouverte par le développement du sens collectif.

La naissance du mouvement coopératif puis du syndicalisme professionnel, la multiplication des associations et des comités de défense qui se transforment progressivement en groupes de pression agissant sur le pouvoir, ont fait disparaître sous la conjonction des forces centrifuges la conception initiale du citoyen.

C'est celui-ci en définitive qui se dérobe aujourd'hui à son rôle dans la construction démocratique.

## *Le monde du citoyen et le monde de l'homme politique*

En 1963 l'homme responsable est beaucoup plus préoccupé des problèmes concrets qui le concernent directement que de la conduite des affaires de la Nation. S'il milite c'est dans son syndicat, dans une ou plusieurs associations, dans les divers groupements qui se constituent. Les affaires publiques le préoccupent plus au niveau de la commune dans laquelle il vit qu'au niveau de la nation ; à mesure que la vie se diversifie et se complique l'homme cesse de s'intéresser à ce sur quoi il n'a pas prise et se concentre sur les problèmes qui sont à son échelle.

Dans le contrat qui, au dire des théoriciens britanniques,

doit lier l'électeur et l'élu, bien plus que ce dernier, malgré ses infirmités et ses fautes, c'est l'électeur qui, le premier, a rompu l'accord... dans la mesure même où il ne se sent pas engagé par les positions politiques prises par l'élu.

En fait, le contrat démocratique suppose qu'à tout moment le problème politique à l'échelon national apparaisse au citoyen comme plus important que tout autre. Il n'en va pas ainsi parce que le citoyen cède à d'autres préoccupations pour lui plus urgentes, cependant que le champ d'action du pouvoir n'a recouvert qu'exceptionnellement jusqu'à ces dernières années les intérêts de la majorité des électeurs. Dans la pratique les deux-tiers ou moins de la population, ouvriers et paysans notamment, ne se sentent pas intéressés par les décisions de l'Etat.

Le code civil, le code pénal, etc., œuvres des assemblées napoléoniennes ont été rédigés pour le bénéfice d'une société qui considérait la femme comme « incapable » et où la propriété était essentiellement immobilière. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle la législation a fait progressivement sa place à la bourgeoisie d'affaires. Mais la loi de 1867 elle-même, destinée à mobiliser l'épargne en même temps qu'à instituer une véritable démocratie dans la gestion du capital a parfaitement réussi quant à son premier objectif et totalement échoué dans la poursuite du second. (Le cultivateur qui a acheté 10 actions Péchiney ou l'ouvrier qui a fait un placement en obligations ne lit pas pour autant le compte rendu des débats parlementaires au sujet du rôle des commissaires aux comptes ou de la taxation des dividendes.)

Sur le terrain social on peut sans doute affirmer que la III<sup>e</sup> République a poursuivi une politique extrêmement généreuse. Au lendemain de la guerre en 1945 la France présentait le système de garanties sociales et familiales sans doute le plus complet de toutes les grandes nations modernes. Certes les ouvriers syndiqués, les chefs de famille avaient mandaté leurs élus pour obtenir les avantages qui, peu à peu, s'inscrivirent dans la loi. Mais le système social, bâti de 1928 à 1930 ne leur paraît pas pour autant leur œuvre propre. C'est d'ailleurs un système essentiellement compensateur. Il protège les faibles ; il répare partiellement les injustices. Fondamentalement il ne change rien aux rapports de force entre les différentes catégories sociales, il ne touche pas à la conception romaine de la propriété. Les prolétaires se sentent plus ou moins pris en charge par la nation ; ils ne se voient confier aucune responsabilité nouvelle dans la conduite de la nation.

Dans le monde rural la révolution de 1789 n'a vraiment commencé à faire sentir ses effets, au-delà d'une minorité de propriétaires exploitants, qu'en 1945-1946 avec le statut du fermage et la conversion du métayage. Jusque là les preneurs de baux ruraux, n'étant pas propriétaires de leur fonds, ne se sentaient pas tout à fait partie intégrante de la nation. Le statut est loin d'avoir produit encore tous ses effets et les lois

d'orientation agricole de 1961-1962 n'ont pas encore donné lieu à la publication des principaux textes d'application.

Il n'est guère que la femme qui ait bénéficié d'un véritable affranchissement grâce à la loi de 1938 sur la capacité de la femme mariée et à la reconnaissance de ses droits électoraux en 1945.

En bref, le citoyen depuis cent cinquante ans est peut-être conscient de l'importance de son vote au jour de l'élection et maintenant du référendum mais il tend à se désintéresser de plus en plus des conséquences de ce vote. Le monde dans lequel il vit et ses problèmes essentiels se séparent progressivement du monde dans lequel évoluent les hommes politiques et des problèmes qu'ils s'efforcent de résoudre.

### **Les réalistes et les démocrates.**

Paul Valéry l'a dit dans **Regards sur le monde actuel** :

« Les actes de quelques hommes ont pour des millions d'hommes des conséquences comparables à celles qui résultent pour tous les vivants des perturbations et des variations de leur milieu. Comme des causes naturelles produisent la grêle, le typhon, les épidémies, ainsi des causes intelligentes agissent sur des millions d'hommes, dont l'immense majorité les subit comme elle subit les caprices du ciel, de la mer, de l'écorce terrestre. L'intelligence et la volonté affectent les masses en tant que causes physiques et aveugles, ce qu'on nomme politique. »

On ne peut mieux caractériser la divergence des points de vue entre les responsables qui agissent et la grande masse des hommes qui se veulent passifs à leur égard. Il y a aujourd'hui deux types de réactions devant ce divorce entre citoyens et responsables politiques : ceux qui l'acceptent et se considèrent « réalistes » en tirant les conséquences et ceux qui le refusent : « les démocrates ».

Certes, l'homme de 1963 poursuit une évolution qu'il serait vain d'ignorer. Le mode de vie dans tous les grands pays modernes tend à s'américaniser ; la recherche du confort matériel — sans reprendre la boutade de l'humoriste « le confort libère la femme et asservit l'homme » — crée une nouvelle mentalité chez le citoyen. La vie du ménage est plus facile mais le prix s'en est élevé.

Les gouvernants, mesurant l'accroissement du niveau de vie, s'étonnent que l'opinion ne célèbre pas les progrès obtenus ; le chef de famille qui paie en fin de mois les traites de la voiture, du réfrigérateur et du poste de télévision, s'inquiète dans le même temps de l'augmentation constante de ses charges. La nécessité d'accroître corrélativement ses ressources le préoccupe de plus en plus, sur le plan de l'absolu comme sur le plan du relatif (part de sa catégorie sociale dans le revenu national) et l'action de son syndicat lui paraît beaucoup plus « payante » de ce point de vue que celle de ses élus.

A partir du moment où il admet la primauté de la défense de ses intérêts de producteur (de père de famille, d'ancien combattant, etc.) sur ses obligations de citoyen, il contribue à l'évolution actuelle qui veut que son syndicat, son association, son groupe s'affirment totalement libres à l'égard du pouvoir pour en mieux contester les décisions.

Dans la mesure où tel gouvernement incarnait autrefois ses propres tendances politiques, il se sentait parfois embarrassé pour le combattre au nom de son intérêt personnel. Aujourd'hui, il se sent délié de toute obligation vis-à-vis d'un pouvoir qu'il ne reconnaît plus comme émanant de lui, son problème se résoudra dans le cadre du rapport de forces entre ses camarades d'une part et l'Etat de l'autre.

Même s'il s'intéresse aux problèmes politiques à l'échelle nationale le citoyen aborde ceux-ci d'une façon toute nouvelle. La grande presse ne lui donnait qu'une information très insuffisante à cet égard et c'est à travers les parlementaires, les cadres de son parti, les notables de son bourg ou de sa profession, dans les conférences publiques ou les discussions qu'il formait son opinion. Aujourd'hui, la généralisation de l'enseignement et la prolongation de l'âge scolaire d'une part l'ont mis en mesure de mieux appréhender les grands problèmes nationaux et internationaux, la radiodiffusion et la télévision d'autre part le tiennent immédiatement informé de tous les événements de quelque importance. Edgar Faure a résumé la mutation actuelle dans une formule frappante : « Il y a quinze ans, quand j'arrivais à Lons-le-Saulnier, mes électeurs me demandaient ce qui se passait à Paris ; maintenant c'est moi qui en descendant du train leur demande ce qu'il y a de nouveau dans le monde. »

Le général de Gaulle a parfaitement compris cette transformation de la nature même du citoyen et s'en est servi. Le régime qu'il a institué correspond à la situation du moment, laissant ouvertes trois voies politiques entre lesquelles la France peut choisir de s'engager à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Deux possibilités s'ouvrent pour les « réalistes » qui acceptent comme une donnée de fait le divorce entre la politique et la nation :

1<sup>o</sup> Celle qui mène au régime personnel et autoritaire imposé à l'origine, en contradiction avec la Constitution du moment, et qui ne laissera pas de chance véritable à l'opposition de le renverser légalement par la suite. Beaucoup d'activistes des dernières années et même certains des éléments extrêmes qui militent à l'U.N.R. souhaitent, explicitement ou non, que s'instaure après de Gaulle un tel régime. Aussi bien suffirait-il aujourd'hui de la désignation du successeur au moment où il peut profiter du prestige du chef de l'Etat et de quelques modifications constitutionnelles approuvées par référendum pour le mettre en pratique. L'expérience tend à prouver pourtant que la majorité des Français n'accepte pas longtemps un tel système et une part du succès du général de Gaulle est due au fait que sa nature profonde, l'opinion le sent bien, l'écarte de la tentation de cette forme de pouvoir. (Il est trop sûr de l'approbation spontanée de la majorité de la nation pour rechercher les moyens juridiques de la conserver et moins encore pour se maintenir un jour par la force.)

Mais si la V<sup>e</sup> République n'aboutit pas à instaurer une forme quelconque du régime personnel, elle aura contribué néanmoins à écarter la nation de la démocratie parlementaire traditionnelle dont les fondements dans la société moderne paraissent bien illusoire.

Après le temps du prestige et de la grandeur, la politique sera-t-elle à son tour américanisée comme l'est déjà l'économique ?

2<sup>o</sup> L'évolution vers la professionnalisation de la politique, telle qu'on le constate dans les pays anglo-saxons depuis plusieurs décennies. Seule une minorité de la nation est intéressée à la formation du pouvoir ; les représentants des intérêts s'opposent discrètement dans les coulisses, les professionnels de la politique se rangent dans un camp ou dans l'autre et pour la grande majorité de l'opinion le problème est seulement d'arbitrer entre les camps qui se sont ainsi constitués et qui symbolisent à ses yeux quelques champions soigneusement choisis après de longs

débats plus ou moins publics. C'est à un tel régime qu'ira incontestablement la France si un effort suffisant n'est pas tenté par l'ensemble des démocrates pour redéfinir les conditions d'une république intégrant toute la nation dans un Etat de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Son mérite essentiel aux yeux du citoyen sera de le dégager de toute responsabilité morale. Les critiques traditionnelles s'adresseront au gouvernement comme à n'importe quel service public (téléphone ou transports en commun) et contre lui le pouvoir de contestation des organisations diverses s'exercera pratiquement sans réserve.

Ce régime que les Etats-Unis d'Amérique au stade actuel préfigurent, c'est « la république des professionnels », c'est surtout la « démocratie sans citoyens ».

3<sup>o</sup> Pour les authentiques « démocrates », non seulement toute forme de régime autoritaire, mais même l'abandon du domaine politique aux professionnels est une renonciation de l'homme à sa responsabilité.

Un « homme à part entière » exerce ses droits et accepte ses devoirs de citoyen. Il contrôle le pouvoir et au besoin le combat, mais assume pleinement les conséquences du principe qu'en démocratie il est lui-même à l'origine de ce pouvoir qu'il critique.

Comment alors faire aujourd'hui évoluer la démocratie parlementaire et bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle en un « gouvernement du peuple par le peuple » qui tienne compte de l'existence des organisations et groupements au sein desquels les hommes éprouvent leur solidarité et se sentent mieux défendus contre l'anonymat de l'administration ?

La première solution, le M.R.P. y avait songé dès 1945 et François de Menthon avait alors exposé un projet de Constitution qui faisait place à deux assemblées dont la seconde eut été représentative des collectivités essentielles, collectivités régionales et locales (départements et communes), collectivités professionnelles (syndicats), collectivités familiales et culturelles enfin. Il semble que le général de Gaulle songe à une réforme constitutionnelle s'inspirant de cette conception. On peut l'en approuver intellectuellement, mais on doit comprendre aussi la rétraction des dirigeants syndicaux qui craignent en acquiesçant à la fois de paraître approuver le régime actuel dans son ensemble et de réduire pour demain leur force de contestation sans être assuré pour autant d'un droit de contrôle efficace sur les décisions du pouvoir.

Une telle réforme ne pourrait trouver sa place que comme **élément d'une conception d'ensemble** s'imposant après un temps de lente maturation, et non pas comme disposition surajoutée à un système qui correspond à une philosophie toute différente.

En attendant que l'évolution se soit produite dans les esprits, des progrès certains peuvent être réalisés grâce à l'importance reconnue au Plan directeur, comme guide de l'action économique et sociale de la Nation, et aux méthodes suivies pour son élaboration.

La consultation d'organisations de plus en plus nombreuses par les commissions préparatoires au sein desquelles siègent les représentants qualifiés des grandes centrales syndicales et des groupements les plus représentatifs associe progressivement les « forces vives de la nation » à une des tâches essentielles du pouvoir : la planification.

En assurant un meilleur équilibre dans la répartition, en faisant appel davantage aux associations familiales et aux divers

groupes de pensée, le gouvernement par le moyen du Plan peut aider à l'intégration de la Nation dans l'Etat.

Encore faudrait-il qu'aux nouvelles formes de démocratie au sommet correspondît dans beaucoup de collectivités secondaires une pratique démocratique plus large !

Dans quelle mesure, après quatre-vingt-dix ans de tradition parlementaire, l'habitant d'une commune se rend-il compte en élisant le conseil municipal qu'il va peser sur le résultat des futures élections sénatoriales ? Jusqu'à quel point un cultivateur ou un électricien, adhérant chacun à son syndicat, approuvent-ils l'orientation donnée au rapport d'une commission du Plan par le délégué de la Centrale syndicale dont ils se réclament ?

**L'intégration doit s'obtenir autant à la base qu'au niveau des dirigeants.**

Le modèle donné par le parti travailliste anglais, dans son organisation et dans son fonctionnement, pourrait être retenu et adapté à la situation présente.

En bref, le congrès annuel y est constitué par la réunion d'une part des délégués des sections locales du parti socialiste, de l'autre par ceux des syndicats professionnels. Peu importe que le même citoyen ait participé à la fois à l'élection des représentants de sa section et à celle des mandataires de son organisation professionnelle. L'idée est à retenir à l'heure où s'affirment dans le citoyen des tendances divergentes correspondant aux intérêts divers dont il est la somme.

Si une seconde assemblée, correspondant aux communautés secondaires devait s'instituer un jour, il faudrait prévoir l'élection de ses membres par la base, à travers les différentes catégories représentées et rien ne devrait s'opposer à ce qu'un citoyen fut plusieurs fois électeur comme habitant de sa commune, comme producteur, comme père de famille, ou comme ancien combattant. Il serait alors, indispensable que cette assemblée soit établie dans des conditions et selon des modalités telles que tout risque de corporatisme soit évité.

Sans doute peut-on être tenté de penser que les moyens évoqués pour renouveler la démocratie, en tenant compte de l'évolution actuelle, correspondent mal à la gravité de la crise qu'elle subit.

Mais le choix n'est pas ouvert.

Si tant est que la démocratie parlementaire ait jamais fonctionné conformément aux principes qui l'inspirent, il n'est pas niabile que son fonctionnement a lassé les citoyens et que sa conception fondamentale semble aujourd'hui irréaliste. Il n'est donc plus de remède que d'en mettre les ressorts en harmonie avec l'évolution des temps ou d'accepter une civilisation technicienne où la politique sera le domaine d'un petit nombre de professionnels, voire à la limite d'un seul soutenu par la force publique.

Cela les démocrates ne peuvent l'accepter sans se renoncer. Ils doivent sans cesse réfléchir, proposer, améliorer. Leur recherche est difficile, décevante parfois. Elle prouvera au moins qu'il est encore des hommes qui ne s'abandonnent pas.

**Robert BURON.**

*Le texte de Robert Buron « L'indispensable parlementaire » que France-Forum a publié en mai dernier est un chapitre de son livre « Le plus beau des métiers » qui vient de paraître aux Editions Plon.*

## EVTOUCHENKO

ou

## le cri de la poésie

« Et c'est assez pour le poète d'être la mauvaise conscience de son temps ». Saint John Perse.

C'EST en février dernier que Paris s'amouracha d'Eugène Evtouchenko comme en témoignèrent les foules de la Mutualité et de Chaillot, venues écouter les œuvres de ce poète qui n'avait pas encore trente ans. Aussi la publication simultanée d'un choix de ses poèmes et de son autobiographie était-elle attendue avec impatience. (1)

On sait le rôle que joue la poésie dans la littérature soviétique et combien le public est sensible à la tradition orale. Et aujourd'hui il existe une « avidité de poésie » intense et spontanée. Dans ce domaine Evtouchenko, bien qu'il s'en défende, occupe une place à part, du fait même de sa personnalité.

Quelle est en effet son ambition de poète ? « Je voudrais pouvoir, au cours de ma vie, nous confie-t-il, faire passer dans mes poèmes le souffle des autres sans renier mon propre « moi ». D'ailleurs, je suis convaincu que le jour où je perdrai ce « moi », je perdrai en même temps ma faculté d'écrire. »

Et ces rimes personnelles que le lecteur occidental ne peut apprécier sont, nous dit l'auteur, la simple exploitation de principes folkloriques, de ces chansons populaires qu'il relevait soigneusement et qui lui ont fait découvrir « la beauté polygonale de la langue russe ».

## La Poésie Football

Les vers d'Evtouchenko s'offrent à nous de plain-pied et cet « éparpillement de secrètes semences » se présente comme un bouquet printanier plein de jeunesse, de joie, d'impétuosité et d'impatience. Voyez donc comme je déborde :

*Flèche vivante je traverse  
des paroles, des branches,*

*du soleil,*

*des graviers.*

(1) Chez Julliard : « Trois Minutes de Vérité », poèmes adaptés en français par Paul Chauot et « Autobiographie Précoce » dans la traduction de K.-S. Karol.

*J'ai de la paille dans les yeux  
et il en tombe de ma veste...  
J'aime rire au nez*

*de mes ennemis*

Ces vers caractéristiques de « Prologue » (qui plut tant à Pasternak) n'évoquent-ils pas irrésistiblement le « je suis tout de viande — je suis homme tout entier » de Maïakovski et sa truculence joyeuse ? « Ah ! comme je voudrais être Till Eulenspiegel de l'âge atomique ! » écrit notre poète, en rappelant les histoires que lui racontait son père.

A chaque détour de vers, on rencontre la nature, que ce soit *La Troisième Neige, La grêle sur Kharkov, L'Odeur de Saurmure* ou *En cueillant les baies* :

*Elle chantait de tout son être,*

*buste en avant,*

*tête haute,*

*le visage offert*

*aux coups de fouet des branches*

*et de ses yeux coulaient*

*des larmes et l'orage.*

« La poésie ressemble à un match de football : il s'agit d'atteindre le but » déclare Evtouchenko. Le but est toujours atteint dans ces tableaux de la comédie humaine qu'a vécue le poète, depuis *La Noce* des jours de guerre jusqu'à *Derrière la fenêtre* et sa blancheur d'arbres, sans oublier la cocasse *Moscou-Marchandises* où voltigent les pastèques que déchargent les étudiants en mal d'argent de poche, ni la *Rencontre à Copenhague* d'Hémingway « ce fragment d'écume envolé de la houle »...

Le chant d'Evtouchenko sait aussi nous parler d'amour avec les emballements et les cauchemars de sa jeunesse. A l'occasion d'une rencontre avec une paysanne, du temps où il était ouvrier de l'expédition géologique au Kazakhstan, il nous avoue : « qu'il n'y a rien de plus précieux dans le monde que l'inimitable, magnifique et touchante tendresse féminine ». Mais la tendresse

est souvent mêlée de craintes (je suis jaloux — quelle autre femme es-tu, sitôt refermée la porte ?) et d'incompréhension.

*Nos mains se cherchent vainement  
la peur est au bout de nos doigts  
et les amants sont « deux et non un »  
en écoutant le tintement des glaçons...*

## Tenez-moi pour un communiste

La verve, parfois féroce, d'Eugène Evtouchenko s'exerce contre les arrivistes, les bureaucrates, les malhonnêtes, ceux qui recevaient des « paquets bleus » pour prix de leur complaisance.

*Il te faut,  
Révolution,  
des soldats  
et non des laquais.*

Refusant de se courber avec les lâches, le poète rappelle :

*Ces temps étranges  
où l'honnêteté la plus ordinaire  
s'appelait courage.*

et la tradition d'engagement politique de la poésie en Russie, « osé, le mot poète est presque synonyme de combattant ». Il exprime son souci de dire la vérité dans cette œuvre dédiée à un jeune Cubain victime de Bastia et qui se place sous le signe de la vérité puisqu'elle lui sert de titre.

Mais le lecteur occidental se précipitera sur les deux poèmes qui, à ses yeux, caractérisent le mieux le choix politique d'Evtouchenko.

C'est le 16 septembre 1961 à Moscou que le poète lut pour la première fois, *Baby Yar* ou le *Ravin des Bonnes Femmes* :

*Il n'est pas de stèle au Ravin de Baby Yar  
Rien. Rien sinon le gris sépulcral de ses pentes.  
Sur moi la terreur plane.*

*Le peuple juif me hante...*

« Quand je me suis tu, un silence de mort planait dans la salle. J'ai continué à regarder mes papiers, craignant de lever les yeux et me sentant complètement perdu. Enfin, j'ai regardé devant moi : la salle entière était debout et après cette minute de silence, un tonnerre d'applaudissements a retenti pendant plusieurs minutes... » Lorsque le poème fut publié, l'auteur avait procédé à certaines modifications.

Un an plus tard, le 21 octobre 1962, dix ans après l'édition de ses premiers vers, la *Pravda* publiait *Les Héritiers de Staline*. « Pendant douze mois, les rédactions ont refusé de le publier. Mais personne ne pouvait s'empêcher de le lire dans des soirées poétiques et quand par hasard, j'oubliais de le faire, mes auditeurs le réclamaient. Je l'ai envoyé à Khrouchtchev personnellement et il a fini par être publié dans la *Pravda* elle-même ! »

*...Eux, ses ardents féaux, ça les ronge de voir  
désormais les camps vides*

*et pleines à craquer*

*les salles où l'on vient réciter des poèmes,  
J'ai ordre du Parti*

*de parler haut et fort...*

Quelle que puisse être la portée politique de ces *Héritiers*, nous avons vu que notre poète méritait par ailleurs notre attention.

## L'Esprit de parti et l'Art

Evtouchenko a écrit : « L'autobiographie d'un poète, ce sont ses poèmes. Le reste n'est que commentaire ». Mais est-il possible de négliger la grande discussion culturelle qui se déroule depuis la fin de 1962 à Moscou ? Peut-on oublier que le 1<sup>er</sup> décembre, parlant des peintres abstraits, Khrouchtchev qualifiait leurs œuvres de : barbouillage dépourvu de sens, d'élucubrations pathologiques ? Peut-on ignorer que le 17 décembre, au cours d'une rencontre entre dirigeants du parti et écrivains, le secrétaire du Comité Central du P.C.U.S., L.F. Ilitchev s'est prononcé contre la coexistence pacifique des courants idéologiques et des tendances en art et pour le maintien de l'esprit de parti, en précisant que « l'on ne saurait tolérer que sous couvert de combattre le culte de la personnalité, l'on ébranle et affaiblisse la société socialiste, l'idéologie socialiste, la culture socialiste ! »

N'était-ce pas M. Khrouchtchev lui-même qui, le 8 mars devant les représentants des arts et des lettres disait : « N'ayez pas honte, Camarade Evtouchenko de reconnaître vos erreurs... Vous devez vous rendre clairement compte que si nous vous critiquons pour avoir abandonné vos positions de principe, c'est que vos ennemis commencent à chanter vos louanges... En ce qui concerne la création artistique, le Comité central exigera de tous, aussi bien d'une personnalité de renom que d'un jeune débutant, l'esprit de parti dans leurs ouvrages... »

Le Premier soviétique précisait que les critères esthétiques du réalisme socialiste étaient les trois qualités de la musique militaire : l'optimisme, l'accessibilité, l'utilité...

Pour Evtouchenko toutefois, il n'existe pas encore une définition parfaitement exacte du réalisme socialiste : chacun l'interprète à sa façon (interview des « Lettres Françaises » du 14 février). Mais la « *Pravda* » du 29 mars nous rapporte que dans son intervention au plenum de l'Union des Ecrivains, le poète a déclaré : « Je comprends pleinement ma faute, j'en ai conscience et je vais m'efforcer de la corriger par mon travail ».

Quoi qu'il en soit, nous sommes loin des condamnations de Jdanov et des mises à l'index de l'époque du culte de la personnalité. Et pourtant à la suite du Plenum du Comité Central des 18-21 juin, Victor Nekrassov, prix Staline 1947, pour « Dans les tranchées de Stalingrad », a été exclu du Parti. A la suite de son reportage « Des deux côtés de l'Océan » publié dans « *Novy Mir* » fin 1962 (« La prudence excessive ne rapproche pas les hommes, elle les dissocie »), l'écrivain avait été l'objet de vives attaques, notamment par M. Khrouchtchev. Ce romancier qui eut vingt ans en 1931, refusa de faire toute autocritique et défendit même sa position à une conférence d'écrivains, tenue à Kiev le 9 avril. M. Nicolas Podgorny, qui vient d'être élu au secrétariat du C.C., disait à son sujet : « Il considère qu'admettre ses erreurs, c'est perdre le respect de soi-même en tant qu'écrivain et en tant que communiste ».

Refermées les « *Trois Minutes de Vérité* », du poète de Zima, petite station sibérienne près du lac Baïcal, connue l'avidité du peuple russe pour ses poètes, rappelé le débat sur la création artistique, oubliés les commentaires abusifs d'ici et d'ailleurs, il ne nous reste plus qu'à écouter le conseil d'Eugène Evtouchenko :

*J'ai perdu mon poème*

*à une haute branche.*

*Regarde-le*

*se battre avec le vent.*

Henri MARSAN.

# *Huit et demi*

*et*

## *Neuf jours d'une année*

### HUIT ET DEMI

Il était de bon ton hier de dédaigner *La Dolce Vita*, d'ironiser sur quelques facilités d'une œuvre forte et riche dont le réalisme choquait les délicats et les raffinés.

Il est de bon ton aujourd'hui de s'extasier sur les difficultés et le désordre de *Huit et Demi*, d'admirer une succession d'images où le présent, le passé et le rêve, les actes, les phantasmes et les chimères s'enchevêtrent de manière parfois déroutante et volontairement cahotique.

J'aurais le mauvais goût de préférer *La Dolce Vita* à *Huit et Demi*. Délirant d'ironique fantaisie et d'exhibitionnisme lucide, foisonnant de trouvailles, d'images, d'idées, ce film important donne les clefs de l'univers fellinien mais n'est pas un chef-d'œuvre. Confus, paradoxal, frénétique « brouillon de film », très nouveau cinéma, *Huit et Demi* séduit plus qu'il n'émeut, et ne nous sensibilise pas profondément au drame du créateur qui est le point de départ du film.

Le cynisme, l'ingénuité, l'humour se mêlent dans un tourbillon d'exubérance baroque, intellectuellement fascinant. Une performance orgueilleuse plutôt qu'un cri déchirant !

Ouvrage d'un homme qui cherche à se libérer de ses hantises et de ses incertitudes *Huit et Demi* constitue un document exceptionnel sur la condition intime d'un auteur de films, les démons qui l'assailent, l'univers imaginaire où il s'évade, les souvenirs d'adolescence qu'il idéalise, les problèmes qui l'accablent.

Film tout à la fois sur l'angoisse et sur la joie de la création artistique. Méditation inquiète sur l'impuissance créatrice. Poème subtilement incohérent sur l'ivresse de laisser son esprit librement vagabonder. Prouesse brillante où le cerveau a plus de part que le cœur.

Fellini a fait un film sur un film à faire. Il a mis en scène un metteur en scène, Guido, qui n'est autre que lui-même et qui se demande s'il lui reste quelque chose à dire et quoi, et comment ?

Épuisé par une activité trépidante Guido se réfugie, afin de réfléchir sur son art, dans une tranquille station thermale au charme roccoco et désuet. Mais il est harcelé par son producteur, ses acteurs, sa maîtresse, sa femme, les journalistes, il est préoccupé (en bon Italien) des interdits de l'Église, il est troublé par les interventions critiques de son assistant, intellectuel raisonneur qui détruit le film au fur et à mesure qu'il s'ébauche. L'élan créateur tarde à se manifester. A la recherche d'une inspiration qui se dérobe, Guido, en proie

au doute, prend conscience de ses échecs — échec de l'artiste, échec de l'homme.

Tiraillé entre son passé et sa vie présente, Guido songe. Les souvenirs d'enfance l'assiègent, et les passages qui les évoquent sont parmi les plus beaux du film. Puis Guido rêve aux

*L'obsession de la sensualité ne supprime pas la nostalgie de la pureté.*

femmes qu'il a aimées, qui l'ont aimé, qu'il aurait pu aimer ou dont il aurait voulu être aimé. Dans ses rêveries l'obsession de l'érotisme et de la sensualité occupe une place prépondérante mais n'étouffe pas la nostalgie de la pureté. Les personnages de sa jeunesse, de ses rêves, de son existence actuelle, de ses films, tentent de l'entraîner dans une farandole irréaliste et fantastique.

Insatisfait, las, désenchanté, Guido veut fuir la vulgarité et la sottise du monde du cinéma comme il veut se délivrer des contraintes et des hypocrisies de sa vie sociale et sentimentale. Il ne tournera pas son film. Constat final de faillite et de détresse sans espoir ? Non ! *Huit et Demi* s'achève sur une note d'optimisme et même de tendresse. Le cinéaste entre dans la danse ; il prendra comme sujet de son film tous les personnages qui l'entourent, et au moment de donner ses ordres pour la mise en scène, il s'attendrit sur l'enfant mélancolique qui joue du pipeau et qui n'est autre qu'une image de lui-même.

Il faut voir *Huit et Demi*, pamphlet, satire, confession, examen de conscience, bilan, essai, poème, aventure intérieure. Mais les qualités de cette œuvre, audacieuse dans ses intentions, touffue dans sa forme, ne sont pas à la mesure des ambitions de l'auteur.

Le surréalisme des séquences oniriques n'est pas toujours d'une originalité éblouissante. Les symboles sont un peu somnambules. Le désir de sincérité se traduit par une trop insistante complaisance à soi-même et entraîne d'excessives longueurs qui ne s'imposent pas esthétiquement.

Parce qu'il est l'auteur de *La Strada*, des *Vitelloni*, des *Nuits de Cabiria*, d'*Il Bidone*, de *La Dolce Vita*, parce qu'il a toujours eu quelque chose à dire et qu'il a su le dire, Federico Fellini vaut mieux que Guido Anselmi dont la difficulté d'être et de créer finit par lasser quelque peu le spectateur.

## NEUF JOURS D'UNE ANNEE

LES critiques formulées à l'encontre de Mikhaïl Romm par M. Khrouchtchev au Comité Central du P. C. soviétique de juin dernier, apportent un intérêt supplémentaire au film de ce metteur en scène qui fut présenté à Paris pendant une trop courte période : *Neuf jours d'une année*.

Mikhaïl Romm est un réalisateur de talent qui a heureusement influencé la génération des nouveaux cinéastes russes. Les réserves et les discussions qu'ont suscité son dernier film avant même que le chef du gouvernement soviétique n'ait lancé ses attaques, montrent la timidité et la lenteur de la libéralisation intellectuelle en U.R.S.S. M. « K » se refuse à transposer dans l'ordre idéologique la coexistence pacifique car « cette forme du désarmement conduirait au démantèlement de la révolution ». La liberté de ton de *Neuf jours d'une année*, ne doit donc pas entretenir en nous trop d'illusions. Il n'est pas encore possible aujourd'hui d'affirmer que le cinéma soviétique soit entré dans la période du dégel. Mikhaïl Romm n'en a que plus de mérite. Et peut-être son film est-il annonciateur d'un renouveau, peut-être même est-il une étape d'une évolution déjà esquissée avec *Le Quarante et unième*, *La Ballade du soldat*, *L'amour d'Aliocha* ?

Par sa franchise, par sa valeur de document véridique sur la société soviétique contemporaine, par la finesse de ses notations psychologiques, *Neuf jours d'une année* possède des éléments de nouveauté et prouve que le cinéma soviétique en même temps qu'il abandonne un peu les préoccupations de la propagande, retrouve les problèmes universels et éternels de l'homme, de l'amour, du bonheur personnel.

L'action de *Neuf jours d'une année* se déroule dans un milieu de physiciens d'un centre de recherches nucléaires et le film décrit la vie professionnelle des techniciens de l'atome. Il est frappant de constater que le cinéma qui est l'art le plus apte à exactement révéler le visage de notre siècle, se préoc-

### *Le bonheur difficile du couple.*

cupe moins qu'on pourrait s'y attendre de l'entrée de notre société dans l'ère atomique et de toutes les conséquences de cet événement sur la vie politique, sociale, individuelle. *Neuf jours d'une année* vient intelligemment rompre avec cette situation.

Le film de Mikhaïl Romm pose avec un louable souci de vérité humaine la question des rapports entre la morale socialiste et le bonheur du couple. Jusqu'à présent le cinéma soviétique avait généralement et le plus souvent lourdement (à l'exception des chefs-d'œuvre des premières années du régime bolchevique) souligné que le socialisme était la condition nécessaire et suffisante du bonheur collectif et individuel. L'éthique de la grande majorité des films russes se limitait à une laborieuse et pesante prédication idéologique, ce qui en réduisait singulièrement la portée. *Neuf jours d'une année* tranche avec ce conformisme irritant puisqu'il témoigne que le socialisme et la science n'offrent pas réponse à tout, et notamment pas aux délicats problèmes de la vie quotidienne du couple dont les complexités échappent aux équations mathématiques et au dogmatisme marxiste. On peut être un familier des atomes, un habitué des conquêtes spatiales, et se trouver désarmé quand il s'agit de toucher le cœur de la femme qu'on aime.

Un accent inhabituel de lucidité mordante caractérise la description de certains personnages. L'ami du jeune ménage, Ilya Koulikov, est présenté comme un être moqueur, sans illusions, et il n'est pas pour autant condamné, ce qui implique un abandon du manichéisme simpliste auquel nous avions accoutumé tant de films et de romans en provenance de l'U.R.S.S. On en arrive à se demander qui d'Ilya, le désinvolte, ou de Mitia, l'austère travailleur, incarne en définitive le héros « négatif ». Il est significatif de noter une piquante tirade sur les imbéciles dont les ridicules et les prétentions n'épargnent aucun pays ; pas même les pays socialistes !..

L'écriture cinématographique de *Neuf jours d'une année* s'éloigne de l'académisme et du formalisme qui régnaient pendant l'ère stalinienne.

Quoi qu'il en soit des péripéties de la libéralisation artistique en U.R.S.S., quoi qu'il advienne des contraintes que pourra encore faire peser sur les créateurs le néo-réalisme socialiste, il est évident que le cinéma russe est actuellement moins didactique, moins ennuyeux, moins farouchement sectaire qu'à l'époque du stalinisme. Il ne me semble pas téméraire de pronostiquer que le régime soviétique devra dans l'avenir composer avec les forces qui ont été libérées par la mort de Staline. Mais ce serait naïveté de croire que pour autant cesseront le dirigisme culturel et l'endoctrinement idéologique.

Henri BOURBON.

## Le Carnaval des Régents

par Julien Cheverny

LA mode des livres-clubs aura revêtu à la fois un inconvenient et un avantage. L'inconvenient : déparer nos bibliothèques par un abus de couleurs souvent audacieuses et parfois vilaines. Ces bigarrures font regretter l'harmonie calme des « collections ». L'avantage : nous pouvons enfin lire quelques écrivains dont nous ne connaissions que des maximes détachées, tels un Chamfort ou un Rivarol.

Quelque club de l'époque ressuscitera-t-il dans deux siècles l'œuvre de M. Julien Cheverny ? Je l'ignore, mais je puis affirmer que d'ici là cet écrivain, s'il ne se corrige, ne sera connu que par des citations. Il assurera la fortune de tous les compilateurs futurs de « Bréviaires des Moralistes Français » et de « Petits Philosophes de Poche ».

J'anticiperai sur ces recueils. Comment, dans le *Carnaval des Régents* (1), dernier livre de M. Cheverny, ne pas se réjouir des formules qui l'émaillent : « La guerre civile, c'est l'absence de politique poursuivie par d'autres moyens. » Ou cette autre : « Les morts ont ceci de commode qu'ils parlent toujours par procuration. » Celle-ci encore, à laquelle s'enchaîne une allusion à notre situation présente : « Les élites sont toujours prêtes à soutenir parce qu'elles sont aussi toujours prêtes pour l'abandon. Les hauts fonctionnaires ne se demandent plus comment bien servir en se servant bien, mais qui trahir et à quel moment. » Car notre République Cinquième semble avoir été créée tout exprès pour permettre à M. Cheverny un jeu de sentences lapidaires. Le malaise de l'Armée ? « Un système

généralisé de la reconnaissance de l'objection de conscience au seul profit des officiers supérieurs et généraux », système où « chacun n'en fait qu'à sa tête tant qu'il la garde sur ses épaules ». Mais voici le heurt de Mon Pouvoir avec Mon opposition-de-droite : « Comment le nihilisme tempéré du régime gaulliste ne serait-il pas amené à se heurter à des nihilismes plus brutaux, tout en fournissant par son existence même une excellente justification de départ. »

Pour dégonfler la mythologie gaulliste, cette mythologie en vertu de laquelle « la France s'érige en hexagone privilégié du désordre », chaque phrase de M. Julien Cheverny « fait balle » : « C'est bien là le drame de De Gaulle, il est la Jehanne d'Arc d'un Charles VII qui s'appelle Pétain. » « Une masse d'imbéciles et d'indifférents, un solide noyau de séides, voilà le nouvel équilibre des pouvoirs... le conditionnement des réflexes de l'homme quelconque doit aller de pair avec « l'inconditionnalisme » des thuriféraires et des clients. » Encore une citation : « Les Américains disaient du maréchal pakistanais Ayub Khan qu'il était le De Gaulle de l'Asie, ce qui signifiait aussi que De Gaulle était l'Ayub Khan de l'Europe. »

Hélas ! Chaque maxime isolée est un chef-d'œuvre : mais toutes ces maximes n'empêchent par le *Carnaval des Régents* d'être illisible. Tant de paillettes scintillent devant les yeux qu'on est ébloui. On perd la ligne directrice. Le raisonnement s'évapore. On ne sait plus quel est le dessein de l'auteur, ou plutôt on ne le pressent que confusément par une sorte de coloration générale. Ce livre évoque les miroirs vénitiens, tout en facettes, qui de votre visage ne renvoient que des reflets disparates. Avoir tant de dons que M. Cheverny est une malédiction de Zeus. Déjà l'excès de style gâchait l'excellent « *Eloge du colonialisme* ». Il tue le *Carnaval des Régents*. Il le décompose. Il le déchiquette en une volée de confetti.

On en est un peu triste...

Ce gâchis de dons est d'autant plus sensible que le *Carnaval des Régents* développe plusieurs des mêmes thèmes que la remarquable satire « Haute-Cour » de M. Alfred Fabre-Luce. Constamment l'émiettement lumineux et sonore de Cheverny est comme repoussé par la logique impeccable et cruelle de Fabre-Luce.

M. Cheverny a l'étoffe d'un grand pamphlétaire doublé d'un écrivain politique de classe. Qu'il discipline ses dons. Puisse notre volée de bois vert l'en convaincre !

Georges LE BRUN-KERIS.

(1) Editions Julliard.

## Révolution agricole et problèmes fonciers

par le R.P. Viau

CET ouvrage au titre alléchant vient à son heure (1). Théologien et moraliste averti, le R.P. Viau, dominicain, directeur d'*Economie et Humanisme*, était tout désigné pour une telle étude dans laquelle il reprend en la précisant une pensée fréquemment développée devant des auditoires agricoles.

D'entrée de jeu, l'auteur aborde le fond du problème en examinant le régime actuel d'appropriation des biens. Analysant « Les Trois Piliers du Code civil napoléonien » : Etat libéral, liberté des contrats et droit de propriété, il rappelle les mérites et établit les faiblesses de ce dernier. Droit absolu, exclusif et négateur, droit individualiste et abstrait, enfin droit non adapté à notre époque.

Retraçant l'évolution économique et sociale d'un siècle et demi d'histoire, le Père Viau en dégage les changements juridiques. Apparition de l'entreprise industrielle et commerciale, développement des modes d'appropriation sociétaires, notamment avec la société anonyme, « le merveilleux instrument du capitalisme », selon Ripert.

Raisons économiques et considérations sociales se confondent pour entraîner « le déclin de la propriété foncière ». Dans une analyse minutieuse, l'auteur examine la législation agricole des 50 dernières années : régime des successions, statut du fermage, réglementation des boisements, des terres incultes, des cumuls, mise en place du remembrement, création des S.A.F.E.R., pour y trouver une tendance constante et établir un « droit de l'exploitant » distinct du droit de propriété. Lentement, la notion juridique d'exploitation s'élabore.

Néanmoins, aujourd'hui les problèmes demeurent. Ils s'appellent hémarragie de capitaux qui quittent l'agriculture au travers des versements de soultes aux co-héritiers. Difficile question du régime des successions. Accaparement des terres par des non-agriculteurs et c'est l'affaire Gabin. Insécurité du fermier, délabrement des bâtiments, morcellement des exploitations, mauvaise mise en valeur des terres en certaines régions... bref, opposition

douloureuse entre un régime foncier statique qui date de Napoléon et une agriculture mécanisée, modernisée, dans un monde dynamique et chaque jour plus socialisé.

Alors, quelles solutions proposer ?

Dans une dernière partie de son ouvrage, le R.P. Viau cherche les perspectives d'avenir. Et tout d'abord il met en évidence les principes qui doivent présider à l'utilisation agricole de la terre : assurer une bonne productivité, considérer la propriété foncière comme un élément de production, respecter la fonction sociale de la propriété. Puis considérant que les pays occidentaux cherchent pour leurs agriculteurs une voie nouvelle qui ne soit ni la grande entreprise capitaliste ni de vastes fermes d'Etat, l'auteur estime que l'évolution se dessinera à partir des structures actuelles. Extrapolant en quelque sorte les évolutions en cours, il en arrive à poser la « propriété culturale » à côté de la « propriété foncière ». « Dans une telle situation, la terre comme au Moyen Age, fait l'objet des droits superposés que la loi a pour mission de coordonner : le droit de posséder et celui d'exploiter. » A partir de là, l'attribution des exploitations serait faite par une commission, ce qui, et nous rejoignons ici l'auteur, permet d'écartier les inconvénients que la propriété commerciale porte en elle, l'exploitant, en cas de cession, ne pouvant sous-louer ou vendre à n'importe qui, mais étant tenu de s'adresser à la commission, qui procéderait par évaluations d'experts, écartant ainsi le risque de « pas de portes » ou de surenchères abusives.

Un tel ouvrage incite à la réflexion. Les perspectives abordées dégagent une voie nouvelle mal explorée jusqu'ici et l'immense mérite de l'auteur est de poser clairement le problème.

Certes, les tenants d'un droit de propriété absolu, les défenseurs de certains intérêts réagiront à la lecture de ce livre. La solide argumentation doctrinale de l'auteur leur permettra peut-être de mieux réfléchir.

Sur le plan technique et économique, la « propriété culturale » va susciter des discussions. A vrai dire, l'expression peut paraître ambiguë dans la mesure où elle fait penser à la propriété commerciale. Plus profondément dans la mesure où elle conduirait à créer un deuxième droit de propriété coexistant au premier ne risquerait-elle pas d'encourir un jour les mêmes reproches en cristallisant les situations ?

Un examen plus approfondi des propositions du Père Viau permet d'écartier de telles objections. Il s'agit en fait d'introduire une distinction entre la propriété du sol et l'exploitation agricole. Or, qui-conque a étudié le problème sait bien

que la solution aux difficultés actuelles du régime foncier en agriculture est à chercher en ce sens. De plus, dans la mesure où l'exploitant serait tenu de passer par une commission pour la cession de son entreprise, les risques de coûts supplémentaires que pourrait entraîner la propriété culturale sont écartés. Dès lors, on comprend mal les critiques formulées par certains à l'égard de ce livre taxé de corporatisme, ce qui paraît injuste lorsqu'on a lu l'ouvrage et qu'on connaît l'auteur.

Néanmoins d'autres pistes de réflexion seraient à explorer. La mise en parts du capital foncier au travers de sociétés, formule qui se cherche par ailleurs et qui conduirait à un mode d'appropriation sociale du sol ; le transfert des transactions sur le prix des terres en dehors du marché foncier par le recours à une commission d'arbitrage, tel que le suggère J. Petit dans une étude publiée récemment par la revue *Paysans*, sont autant d'éléments ou de formules complémentaires qui méritent attention et analyse — souvent convergentes, toutes appellent de toute façon un droit de l'exploitation distinct du droit de propriété. — Il serait souhaitable qu'économistes et juristes approfondissent ce problème.

Vigoureux et lucide, l'ouvrage du R.P. Viau mérite discussion et marquera une étape de la réflexion sur la révolution agricole.

R. DUROL.

(1) *Les Editions Ouvrières.*

## Le développement économique de la Chine Communiste

par Hugues et Luard

A une époque où l'Ouest s'interroge sur l'ampleur des différends qui surgissent entre la Russie et la Chine, tout ouvrage sur ce qui fut le Céleste Empire est le bienvenu.

Ce livre, rédigé par deux économistes anglais, se distingue des précédents en ce qu'il n'est, ni un reportage sur la vie des Chinois sous le nouveau régime, ni une méditation philosophique et politique sur l'évolution de la Chine.

Les auteurs se sont fondés uniquement sur les données statistiques officielles chinoises, et sur les déclarations des dirigeants. Bien qu'en préface le lecteur soit bien averti du degré de confiance qu'il peut ainsi donner aux précisions qui lui sont fournies, il manque tout de même cette confrontation permanente entre la vérité officielle et la réalité vivante que seul, dans un tel régime, un reportage peut apporter, à condition d'être mené de façon perspicace et éclairé par de solides connaissances.

Les auteurs du « Développement économique de la Chine communiste » (1) ont moins d'ambition. Les chapitres sur les plans quinquennaux, la transformation du cadre économique, le développement de l'agriculture, sont essentiellement un compte rendu minutieux — trop, hélas ! — des tentatives faites par les dirigeants chinois pour imposer leurs vues à une énorme masse humaine, vivant essentiellement de l'agriculture, dont le premier désir était d'obtenir une amélioration de ses conditions d'existence.

Des précisions intéressantes sont apportées sur les moyens employés par les chefs du Parti communiste pour arriver à leurs fins. On en retire une impression autant de tâtonnements que de souplesse et l'une des remarques les plus profondes des auteurs est sans doute celle où ils observent que les dirigeants chinois estiment que le meilleur moyen de faire progresser l'économie nationale est d'obtenir cette progression par une série d'à-coups brusques.

Cette opinion, jointe à « un empressement remarquable des leaders à modifier leur politique dès que des difficultés sérieuses se manifestent », explique le mépris toujours affiché par les chefs de la Chine pour les « dogmatistes ».

Aussi Hughes et Luard jugent-ils que les changements périodiques de politique qui ont eu lieu « se rattachent davantage à l'acceptation générale qu'une phase nouvelle était jugée alors nécessaire qu'à l'ascension et à la chute de fractions particulières au sein de la direction ». Le point est controversé.

Tel qu'il est cet ouvrage apparaît ainsi comme une contribution intéressante à l'histoire de l'édification du régime communiste en Chine, examinée sur le plan économique.

Alain CEDEL.

(1) *Les Editions Ouvrières.*



# DES CHINOIS et des HOMMES



par Etienne BORNE

CETTE grande querelle des Chinois et des Russes qui divise le communisme contre lui-même, elle peut tour à tour servir à confirmer et à réfuter les grandes thèses marxistes. Le marxisme, comme méthode, explique les combats de clerics et l'affrontement des idées par l'antagonisme des forces historiques toujours plus réelles que les idéaux. Et lorsqu'il se brise en idéologies rivales, qui se traitent réciproquement de dogmatisme et de révisionnisme, le marxisme relève à son tour de la critique marxiste des idéologies : le partage d'un discours jadis unique et commun en deux moitiés ennemies révèle le conflit de deux puissances également impériales, puisque chacune revendique le monopole de la vérité maintenant cassée. Mais ce triomphe du marxisme comme méthode révèle l'échec du marxisme comme doctrine : s'il est impuissant à maintenir l'unité du monde communiste, comment le marxisme serait-il capable de réaliser un jour cette unanimité du genre humain qui était son propos fondamental ? Si bien que dans leurs interminables et monotones polémiques, Chinois et Russes se lapident mutuellement avec les pierres du temple écroulé.

Il faut cependant rompre cette apparence de trop parfaite symétrie entre les adversaires. Si les Chinois allaient jusqu'au bout de ce qu'ils pensent, ils ne seraient pas incapables de donner au marxisme le nouveau souffle d'une dernière chance. Le marxisme sous des dehors scientistes et positivistes est un prophétisme qui annonce l'inévitable déclin des possesseurs de la richesse et de la culture et l'irrésistible prédestination à la conquête du monde des plus démunis et des plus complètement exploités. Dès lors le peuple chinois, champion exemplaire de tous les décolonisés, devient l'avant-garde du véritable prolétariat mondial tandis que les Russes, victimes d'une retombée de l'élan révolutionnaire, occupent objectivement les positions d'une bourgeoisie conservatrice et par conséquent aveugle au sens de l'histoire. Et lorsque les polémistes russes moquent assez lourdement un socialisme chinois défini par la sandale de la misère et la marmite commune de la pauvreté, ce langage de mauvais riche pourrait affermir Pékin dans sa conviction que la Russie a trahi le communisme et que Rome n'est plus dans Rome.

CETTE volonté chinoise de pureté ou de raideur marxistes suscite peu de sympathie dans la gauche progressiste de l'Occident, prompt à admirer plutôt la manière dont le communisme russe profite de l'événement pour se libéraliser et s'humaniser. La droite classique, si encline à croire à la Russie et à la Chine éternelles, si portée à confondre l'Eu-

rope et la civilisation applaudira à une rupture qui confirme ses thèses et ses espérances. Si bien que tous seront d'accord sinon pour rejeter tout à fait les Chinois en dehors de l'humanité, du moins pour tenir ces hérétiques ou ces barbares à distance de sa part la meilleure et la plus éclairée. Quelle tentation alors pour la Chine communiste de se considérer comme le fer de lance de toutes ces multitudes humaines encore affamées et mal décolonisées. Quelle revanche pour tous les peuples de couleur si une nation de race jaune, déracinant l'abusivité primauté culturelle de l'homme blanc, prenait la tête du grand et décisif mouvement de libération qui arrachera définitivement à la vieille servitude la masse innombrable de ces humiliés qui sont encore la majorité du genre humain. Les temps ne seraient-ils pas venus qui font d'un Mao-Tsé-Toung, prenant la juste relève des héritiers dégénérés et embourgeoisés de Staline, « le génial mécanicien de la locomotive de l'histoire » ? On comprend que ces vastes perspectives enflent le cœur des maîtres de la Chine nouvelle d'un orgueil que les Russes, entrant dans le jeu, n'hésitent plus à dire raciste.

Si elle offre dans l'immédiat des commodités et des satisfactions que la gauche et la droite, l'Est et l'Ouest utilisent ou savourent déjà avec allégresse, si même elle peut dans la prochaine décennie sauver la paix par la coexistence pacifique et l'imprégnation réciproque d'un capitalisme et d'un communisme également occidentaux, la cassure du monde marxiste et la sécession de la Chine menacent de donner aux approches de l'an 2000 des couleurs d'apocalypse. Qu'un jour le successeur de Khrouchtchev maintienne en Asie la présence européenne et y assume face au milliard de « fourmies bleues » « le fardeau de l'homme blanc » comme disait le chantre d'un autre impérialisme, que parvenu à l'âge des burgraves en restant, comme tout l'annonce, l'indéracinable chef du communisme français, Maurice Thorez écrive alors à l'encre rouge une belle et progressiste « Défense de l'Occident », ce spectacle sera plaisant à contempler du point de vue de Sirius. Il n'empêche que cette rupture de l'unité humaine serait une catastrophe et sans commune mesure avec les malheurs qui ont jusqu'ici affligé notre espèce. Les bons politiques sont ceux qui dès maintenant s'emploieront à conjurer la joie. Ne pas choisir son camp. Répondre au défi de la Chine non par un autre défi, mais par un propos obstiné d'ouverture et de dialogue. Les Chinois aussi sont des hommes et l'humanité est indivisible. Il arrive, cela s'est déjà vu, que passer aux Barbares sauve les chances de l'homme.